

# SONDAGE 2020 RÉALISÉ AUPRÈS DES ENTREPRENEURS ET DES MPME AU PÉROU :

RENFORCER LES CAPACITÉS DES  
MPME GRÂCE À  
L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL



ASIA PACIFIC  
FOUNDATION  
OF CANADA

FONDATION  
ASIE PACIFIQUE  
DU CANADA

# TABLE DES MATIÈRES

---

Résumé	3
À propos de la Fondation Asie Pacifique du Canada	5
À propos du projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises	6
À propos de The Evidence Network	6
Remerciements	7
Liste des tableaux et des figures	8
Méthodologie	10
Introduction	12
Section 1 : Profil des entreprises et des entrepreneurs	18
Section 2 : Plans de croissance et obstacles à la croissance des MPME	26
Section 3 : Occasions et défis pour l'entrepreneuriat social	43
Conclusion	60
Références	66

# RÉSUMÉ

---

Le rapport sur le sondage de la Fondation Asie Pacifique du Canada réalisé en 2020 auprès d'entrepreneurs et de MPME du Pérou et intitulé *Renforcer les capacités des MPME grâce à l'entrepreneuriat social* présente les résultats d'un sondage mené auprès de 250 répondants qui œuvrent dans des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) au Pérou. Le rapport analyse le développement des entreprises dans l'économie avec un accent particulier sur l'entrepreneuriat social.

Ce rapport comporte trois sections principales : les profils des entreprises et des entrepreneurs de la population interrogée, une analyse des plans de croissance des répondants et des obstacles qu'ils perçoivent à la croissance des MPME, et une évaluation des occasions et des défis de l'entrepreneuriat social au Pérou. Chaque section cible les tendances générales et particulières, avec des données désagrégées par genre, âge, secteur d'activité et taille de l'entreprise.

## **Voici quelques-unes des principales conclusions :**

- Plusieurs initiatives de soutien offertes aux entreprises sont inconnues de plus de la moitié des répondants.
- Les deux obstacles à la croissance des MPME les plus mentionnés sont le régime gouvernemental intérieur et le financement.
- Parmi les entrepreneurs interrogés, très peu ont acquis de l'expérience internationale.
- Le tiers des entrepreneurs interrogés considèrent qu'ils travaillent dans une entreprise sociale ou une MPME à mandat social.
- L'obstacle à la réussite des entreprises sociales le plus mentionné est le régime gouvernemental intérieur, en particulier l'insuffisance du soutien de l'État à ces entreprises.

**Voici quelques-unes des recommandations formulées dans le rapport :**

- Revoir le marketing et l'accessibilité des initiatives de soutien afin que mieux faire connaître les ressources disponibles aux MPME.
- Revoir les politiques gouvernementales que les entrepreneurs qualifient d'entraves à leur MPME, comme les restrictions imposées par la bureaucratie municipale.
- Encourager l'acquisition d'expérience internationale, par la formation en ligne sur des plateformes comme *Emprendedor Peruano* (entrepreneur péruvien) du ministère de la Production, et par la mise en valeur des MPME qui font des affaires à l'étranger.
- Créer des instruments de soutien destinés spécialement à l'entrepreneuriat social, parrainés par le gouvernement, à partir des initiatives et des partenariats qui existent dans cet écosystème.

## À PROPOS DE LA FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

---

La Fondation Asie Pacifique du Canada (FAP Canada) est une organisation à but non lucratif consacrée aux relations du Canada avec l'Asie. Sa mission consiste à servir de catalyseur et de trait d'union dans les relations entre l'Asie et le Canada. La FAP Canada a pour rôle de renforcer les liens entre le Canada et l'Asie, en se concentrant sur sept domaines thématiques : commerce et investissements, enquêtes et sondages, sécurité régionale, technologie numérique, réseaux domestiques, développement durable et expertise de l'Asie.

Nos recherches permettent d'obtenir des points de vue, des perspectives et des renseignements pertinents, opportuns et de grande qualité sur les relations Canada-Asie. Offrant des analyses politiques et des renseignements d'affaires à des parties prenantes d'Asie-Pacifique, nous rédigeons des rapports, des dossiers politiques, des dépêches et un bulletin périodique sur l'Asie qui soutiennent ces domaines thématiques.

La FAP Canada collabore également avec les entreprises, les gouvernements et des intervenants universitaires pour offrir des recherches personnalisées, des données, des séances d'information et des formations sur l'expertise asiatique aux organisations canadiennes. Des services-conseils sont offerts sur demande. Nous sommes toujours disposés à travailler avec vous pour répondre à vos besoins de recherche et de renseignements commerciaux.

Apprenez-en davantage sur la FAP Canada au [www.asiapacific.ca/fr](http://www.asiapacific.ca/fr).

## À PROPOS DU PROJET APEC-CANADA POUR L'EXPANSION DU PARTENARIAT DES ENTREPRISES

Le projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises est une initiative sur quatre ans mise en œuvre conjointement par la FAP Canada et le secrétariat de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC). L'initiative, financée par Affaires mondiales Canada, aide à développer le potentiel des MPME de favoriser la réduction de la pauvreté et la croissance économique dans la région de l'APEC.

Le Projet propose des outils liés aux pratiques exemplaires, des idées, des connaissances et des liens cruciaux issus de l'expérience canadienne, adaptés aux économies de l'APEC. Il se concentre actuellement sur les économies de l'Indonésie, du Pérou, des Philippines et du Vietnam. Le Projet vise essentiellement à résoudre les principales difficultés auxquelles se heurtent les MPME et les futurs entrepreneurs des économies en développement de l'APEC dans les domaines de la technologie et de l'innovation, de l'accès au marché, du capital humain et de l'entrepreneuriat social, en mettant l'accent sur quelques thèmes transversaux, notamment les femmes, les jeunes, la gouvernance et l'environnement.

Visitez le site du partenariat APEC-Canada au <https://apfcanada-msme.ca/>

## À PROPOS DE THE EVIDENCE NETWORK

The Evidence Network (TEN) a été créé en 2009 par Brian Barge, Ph. D., et Margaret Dalziel, Ph. D. Il se concentre sur la réalisation d'études d'impact concernant les moteurs d'innovation de toutes envergures, en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. TEN a fourni des études à des organismes favorisant l'innovation, que ce soit sous la forme de programmes d'incubateurs d'entreprises, d'organismes de recherche et développement, de programmes de financement de l'innovation ou d'organismes de développement économique.

# REMERCIEMENTS

---

## PRINCIPAUX CHERCHEURS

---

### **Justin Kwan**

Gestionnaire de programme, projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises  
Fondation Asie Pacifique du Canada

### **Phebe M. Ferrer**

Assistante de recherche, Projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises  
Fondation Asie Pacifique du Canada

## MÉTHODOLOGIE ET MISE EN ŒUVRE DU SONDAGE

---

### **Ashley Walker**

Présidente et chef de l'exploitation  
The Evidence Network Inc.

### **Mariel Eugenia Barros Uría**

Direction générale de l'APEC  
Ministère des Affaires étrangères du Pérou

### **Carla Grados Villamar**

Directrice générale  
Kunan Peru

## CONCEPTION GRAPHIQUE

---

### **Jamie Curtis**

Concepteur graphique  
Fondation Asie Pacifique du Canada

## RÉVISION

---

### **Charles Labrecque, Ph. D.**

Gestionnaire de recherche  
Fondation Asie Pacifique du Canada

### **Michael Roberts**

Directeur de la communication  
Fondation Asie Pacifique du Canada

## COMMUNICATIONS

---

### **Michael Roberts**

Directeur de la communication  
Fondation Asie Pacifique du Canada

### **Karina Kwok**

Spécialiste des médias sociaux et des communications  
Fondation Asie Pacifique du Canada

## MERCI À

---

### **Alisha Clancy**

Gestionnaire de programme, Projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises  
Fondation Asie Pacifique du Canada

### **Amar Nijhawan**

Gestionnaire de programme, Projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises  
Fondation Asie Pacifique du Canada

### **Dr. Sreyoshi Dey**

Gestionnaire de programme, Perspectives sur l'Asie  
Fondation Asie Pacifique du Canada

### **Daniela Rodriguez**

Chercheure boursière adjointe, Asie numérique  
Fondation Asie Pacifique du Canada

## Liste des tableaux et des figures

### TABLEAUX :

Tableau 1. Ventilation des MPME officiellement enregistrées au Pérou

Tableau 2. Perceptions des programmes, institutions et initiatives de soutien aux MPME

Tableau 3. Utilisation de différentes initiatives de soutien, données désagrégées selon le genre et l'âge

Tableau 4. Profil démographique des entrepreneurs sociaux parmi les personnes interrogées

Tableau 5. Définition de la réussite pour un entrepreneur social

Tableau 6. Plans de changement d'échelle des entrepreneurs sociaux, données désagrégées selon le genre et l'âge

Tableau 7. Études de cas tirées de *The Existing Landscape of Social Entrepreneurship in Peru*

Tableau 8. Sujets de formation en entrepreneuriat social

Tableau 9. Perceptions des entrepreneurs sociaux à l'égard de programmes de soutien aux MPME

### FIGURES:

MPME officielles, par région, 2017

Figure 1. Profil des répondants

Figure 2. Répartition des MPME

Figure 3. Revenu annuel

Figure 4. Motif de fondation des MPME

Figure 5. Plans de croissance des entreprises, données désagrégées selon le genre et l'âge

Figure 6. Obstacles à la croissance des MPME



Figure 7. Perception des obstacles, données désagrégées selon le genre

Figure 8. Perception des obstacles, données désagrégées selon l'âge

Figure 9. Points de vue sur la durabilité environnementale

Figure 10. Points de vue sur la durabilité environnementale, données désagrégées selon le genre, l'âge et le degré de scolarité

Figure 11. Accès aux services de soutien

Figure 12. Définition d'une entreprise sociale d'après les répondants

Figure 13. Mandat des entreprises qui se qualifient de sociales

Figure 14. Obstacles à la croissance des entreprises sociales

Figure 15. Perception des obstacles des entreprises sociales, données désagrégées selon le genre

Figure 16. Perceptions des obstacles des entreprises sociales, données désagrégées selon l'âge

## ANNEXES : (DOCUMENT DISTINCT)

Profil démographique des entreprises sondées

Taille des entreprises

Concentration géographique des MPME

Intérêt pour la durabilité environnementale

Entreprises dans les secteurs les plus courants qui donnent priorité à la durabilité environnementale

Points de vue sur les répercussions des changements climatiques, selon le secteur d'activité

Perception des obstacles aux MPME, données désagrégées selon le genre

Perception des obstacles aux MPME, données désagrégées selon l'âge

Obstacles à la croissance des MPME

Obstacles à la croissance des entreprises sociales

## Méthodologie

### SONDAGE

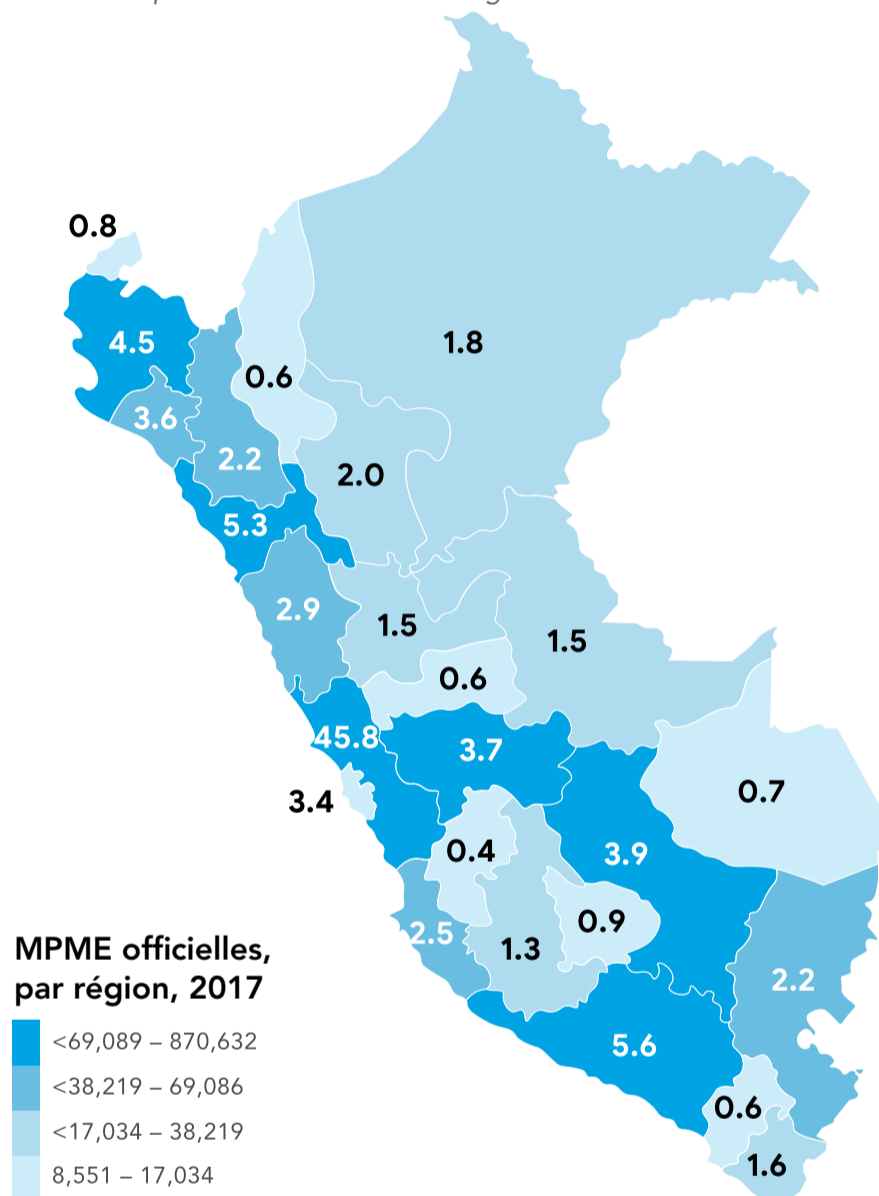
La FAP Canada a confié à The Evidence Network (TEN) le mandat de mener un sondage auprès de 250 entrepreneurs (fondateurs et non-fondateurs qui travaillent dans une MPME) au Pérou, au moyen d'entrevues téléphoniques et en personne réalisées d'avril à juin 2019. Le sondage, d'une durée approximative de 12 à 15 minutes, a été mené en espagnol et en anglais.

Les répondants ont été choisis au hasard parmi les réseaux d'entrepreneuriat existants répertoriés par TEN, y compris des réseaux d'entrepreneurs répertoriés par le partenaire de TEN au Pérou. La FAP Canada a également consulté le ministère des Affaires étrangères, le ministère des Femmes et des Populations vulnérables et Kunan Peru au sujet du contenu et de la méthodologie du sondage.

Libertad (24 % des répondants chacune), tandis que le reste des personnes interrogées provient de la province constitutionnelle de Callao (3 %). La répartition des répondants correspond à celle des MPME dans l'économie du pays, 60 % des MPME du Pérou étant établies dans ces quatre régions.<sup>1</sup>

### Formal MSMEs by region, 2017

Les nombres qui figurent dans la légende représentent le nombre de MPME enregistrées dans chaque région. Le nombre indiqué sur chacune des régions représente le pourcentage des MPME péruviennes qui se trouvent dans cette région.



Ministerio de la Produccion, « Estadística MIPYME: Concentracion sectorial y territorial de las mipymes 2017 », Ministerio de la Produccion, 2017, <http://ogeiee.produce.gob.pe/index.php/shortcode/estadistica-oe/estadisticas-mipyme>.

<sup>1</sup> Ministerio de la Produccion, « Anuario Estadístico Industrial, Mipyme Y Comercio Interno 2018 », Lima, Pérou, Ministerio de la Produccion, 2018, p. 143.

Bien que la majeure partie des répondants exercent leurs activités dans les régions métropolitaines du Pérou, les chercheurs ont tenté d'obtenir un échantillon représentatif de la diversité des secteurs, des types de direction et de la main-d'œuvre des entreprises. La collecte de données auprès d'une variété d'entrepreneurs garantit une représentation adéquate des attitudes, des obstacles et des perspectives qui ont cours dans la population sondée, dans différents contextes péruviens.

Étant donné la nature de l'étude et la taille de l'échantillon, il est généralement impossible d'obtenir des résultats statistiquement significatifs au moyen d'une analyse de régression multivariable. On peut cependant supposer que les tendances relevées dans le présent rapport pourraient être fouillées davantage auprès d'un échantillon plus vaste. Les écarts dans ou entre les totaux proviennent de l'arrondissement des valeurs.

## SOURCES ET ÉTUDES SECONDAIRES

Aux données de ce sondage s'ajoutent d'autres résultats d'enquête obtenus lors de deux événements organisés par la FAP Canada à Lima au début de 2019 : une journée de formation sur les MPME, la compétitivité et l'innovation sociale dans le cadre du *Projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises, et Acteurs du changement : soutenir les entrepreneurs sociaux au Pérou*.

En outre, dans le présent rapport, les données du sondage sont davantage mises en contexte au moyen des statistiques officielles du ministère de la Production et d'autres organismes gouvernementaux, des études de référence sur le climat économique et entrepreneurial du Pérou et des ressources secondaires obtenues auprès de divers organismes et experts internationaux et régionaux.

## Introduction

### LES MPME : L'ÉPINE DORSALE DES ÉCONOMIES DE L'APEC

Les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) sont depuis longtemps les principaux moteurs de croissance économique et d'innovation dans les économies de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Les MPME représentent plus de 97 % des entreprises et emploient plus de 50 % de la main-d'œuvre de la région de l'APEC, et leur contribution au produit intérieur brut (PIB) des économies émergentes peut atteindre 40 %.<sup>2</sup>

Au Pérou, 99,6 % du secteur privé officiel se compose de MPME<sup>3</sup>, qui procurent de l'emploi à 60 % de la population économiquement active (*población económicamente active*, PEA) du pays, dont 10 % sont des fondateurs de MPME<sup>4</sup>. Au Pérou, la définition de la population économiquement active comprend les personnes de 14 ans et plus qui travaillent ou sont chômeurs en recherche active d'emploi<sup>5</sup>. Localement, les MPME sont appelées MIPYME (*micro, pequeña y mediana empresas*) et sont définies en fonction de leur taille et de leur tranche d'imposition. Cette définition figure dans deux des principales lois péruviennes : la loi n° 28015, *Loi sur la promotion de la compétitivité, de l'officialisation et du développement des micro et petites entreprises et l'accès à un emploi décent*, et la loi n° 30056, *Modification pour faciliter l'investissement et promouvoir le développement productif et la croissance des entreprises*.

Selon cette définition, une microentreprise compte de 1 à 10 travailleurs et enregistre des ventes annuelles maximales de 150 UIT (une unité fiscale créée par le ministère de l'Économie et des Finances, qui équivaut à 4 300 PEN, soit environ 1 600 CAD)<sup>6</sup>. Une petite entreprise emploie de 1 à 100 travailleurs et enregistre des ventes annuelles maximales de 1 700 UIT<sup>7</sup>. Enfin, une moyenne entreprise ne peut

<sup>2</sup> Coopération économique Asie-Pacifique, « Small and Medium Enterprises », Coopération économique Asie-Pacifique, 2018. <https://www.apec.org/Groups/SOM-Steering-Committee-on-Economic-and-Technical-Cooperation/Working-Groups/Small-and-Medium-Enterprises>; Banque mondiale, « Small and Medium Enterprises (SMEs) Finance », Banque mondiale, 2020. <https://www.worldbank.org/en/topic/sme/finance>.

<sup>3</sup> Ministerio de la Produccion, « Anuario Estadístico Industrial, Mipyme Y Comercio Interno 2018 », Lima, Pérou, Ministerio de la Produccion, 2018, p. 134.

<sup>4</sup> Ministerio de la Produccion, « Estadística MIPYME », Ministerio de la Produccion, 2017. <http://ogeiee.produce.gob.pe/index.php/shortcode/estadistica-oe/estadisticas-mipyme>.

<sup>5</sup> Instituto Nacional de Estadística e Informática, « Peru: Indicadores de Empleo e Ingreso por departamento, 2007-2017 », Lima, Pérou, Instituto Nacional de Estadística e Informática, 2018, p. 33.

<sup>6</sup> Organisation des États Américains, « LEY N° 30056 », Organisation des États Américains, 2013. [http://www.sice.oas.org/SME\\_CH/PER/Ley\\_30056\\_s.pdf](http://www.sice.oas.org/SME_CH/PER/Ley_30056_s.pdf); Superintendencia Nacional de Aduanas y de Administración Tributaria, « Características de la Micro y Pequeñas Empresas », SUNAT. <http://www.sunat.gob.pe/orientacion/mypes/caracteristicas-microPequenaEmpresa.html>; Gobierno del Peru, « Valor de la UIT », Gobierno del Peru, 2020. <https://www.gob.pe/435-valor-de-la-uit>.

dépasser le plafond de ventes annuelles de 2 300 UIT<sup>8</sup>.

Globalement, même si le Pérou est réputé pour son secteur commercial en grande partie informel, les MPME composent la majeure partie du secteur commercial officiel du pays, et la grande majorité d'entre elles sont des microentreprises<sup>9</sup>. Les recherches émergentes sur l'entrepreneuriat social au Pérou, notamment les travaux de [Kunan Peru](#)<sup>10</sup>, révèlent que beaucoup de MPME se voient aussi comme des entreprises sociales qui se butent à des obstacles particuliers dans la réalisation de leur mandat social. Malgré cela, aucune loi n'a encore abordé la question des entreprises sociales, ce qui donne lieu à des statistiques lacunaires et à l'absence de programmes ciblés sur ce type d'entreprises au Pérou<sup>11</sup>.

## LES MPME DANS LE CONTEXTE PÉROUVIEN

De 2008 à 2018, le nombre de MPME péruviennes a progressé à un taux annuel moyen de 8,1 %<sup>12</sup>. Cette croissance du secteur de l'entrepreneuriat concorde avec la croissance économique globale du Pérou, dont la croissance annuelle moyenne était de 4,8 % durant cette période<sup>13</sup>.

TABLEAU 1. Ventilation des MPME officiellement enregistrées au Pérou<sup>14</sup>

Type d'entreprise	Répartition (% des entreprises officielles)
Microentreprise	95,9
Petite entreprise	3,6
Moyenne entreprise	0,1
Grande entreprise	0,4

En 2018, le ministère du Travail et de la Promotion de l'emploi a recensé 2 211 981 MPME enregistrées<sup>15</sup>. Environ 98,4 % des MPME péruviennes comptent de un à cinq employés, tandis qu'environ 0,8 % en comptent de six à dix<sup>16</sup>. Comme

7 Superintendencia Nacional de Aduanas y de Administración Tributaria, « Características de la Micro y Pequeñas Empresas », SUNAT. <http://www.sunat.gob.pe/orientacion/mypes/caracteristicas-microPequenaEmpresa.html>.

8 Organisation des États Américains, « LEY N° 30056 », Organisation des États Américains, 2013. [http://www.sice.oas.org/SME\\_CH/PER/Ley\\_30056\\_s.pdf](http://www.sice.oas.org/SME_CH/PER/Ley_30056_s.pdf).

9 Ministerio de la Produccion, « Estadística MIPYME », Ministerio de la Produccion, 2017. <http://ogeiee.produce.gob.pe/index.php/shortcode/estadistica-oee/estadisticas-mipyme>.

10 Kunan Peru, « Reporte Sobre el Estado del Emprendimiento Social y Ambiental en el Perú », Lima, Pérou, Kunan Peru, 2019.

11 Kunan Peru, « The Existing Landscape of Social Entrepreneurship in Peru », Vancouver, Canada, Kunan Peru, 2019.

12 Ministerio de la Produccion, « Anuario Estadístico Industrial, Mipyme Y Comercio Interno 2018 », Lima, Pérou, Ministerio de la Produccion, 2018, p. 134.

13 Idem, p 13.

14 Idem, p 14.

15 Idem, p 15.

16 Idem, p 16.

le montre le tableau 1, les microentreprises composent la grande majorité des 2,2 millions de MPME officiellement enregistrées. On note une quasi-absence de petites et moyennes entreprises, signe de faiblesse dans le développement du secteur privé et de l'économie en général<sup>17</sup>.

D'après le ministère des Femmes et des Populations vulnérables, environ 36 % des Péruviennes sont des entrepreneures qui gèrent leur propre entreprise<sup>18</sup>. De plus, 12 % des entreprises exportatrices sont dirigées par des femmes<sup>19</sup>. Pérou compte plusieurs exemples de réussite de femmes entrepreneures et d'entreprises sociales dirigées par des femmes qui redonnent à la collectivité. Parmi elles figure Mónica Abarca, fondatrice de qAIRa, une entreprise sociale déterminée à démocratiser l'information sur la qualité atmosphérique au moyen de drones et de technologie de pointe. Signalons également le succès de Laboratoria, une entreprise sociale qui s'efforce de mettre en lumière les talents féminins d'Amérique latine sur la scène technologique mondiale. Le Pérou compte en outre un nombre considérable de réseaux, d'organisations et d'options financières qui soutiennent les femmes entrepreneures, notamment [NESsT Investments](#), [Mujeres Del Pacifico](#), [Kunan](#) et [Aequales](#). Le soutien offert aux entrepreneures augmente leur impact, mais aide également le Pérou à atteindre les cibles qu'il s'est fixées relativement aux objectifs de développement durable de l'ONU.

## L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL EST-IL ACCESSIBLE AUX MPME?

L'entrepreneuriat social prend de nombreuses définitions, variables d'une économie et d'une organisation internationale à l'autre. L'organisme de recherche Global Entrepreneurship Monitor définit l'entrepreneuriat social comme suit : [TRADUCTION] « tout genre d'activité, d'organisation ou d'initiative dont l'objectif est de nature particulièrement sociale, environnementale ou communautaire »<sup>20</sup>. Au Pérou, plusieurs entreprises sociales sont nées du désir d'entrepreneurs de transformer leur réalité, assumant un rôle et une responsabilité qui attirent trop peu de leurs concitoyens. Pour Javier Garcia Blazquez, leader d'opinion local et coordonnateur des prix [Protagonistas del Cambio](#) (protagonistes du changement) de la University of Applied Sciences, au Pérou, les entreprises sociales sont une série

17 Idem, p 17.

18 El Peruano, « Cerca del 36% de Mujeres en el País son Emprendedoras », El Peruano, 2018. <https://elperuano.pe/noticia-cerca-del-36-mujeres-el-pais-son-emprendedoras-64775.aspx>.

19 Idem.

20 Global Entrepreneurship Monitor, « Special Topic Report: Social Entrepreneurship », Londres, Royaume-Uni, GEM, 2016, p. 5.

d'initiatives propres à susciter une transformation dans la collectivité. En général, ces initiatives concordent avec des objectifs et des missions relatifs à la santé, à l'éducation, à l'inclusion sociale et au développement économique. Kunan, un réseau d'entrepreneuriat destiné aux entreprises sociales, propose une définition qui comporte quatre caractéristiques qu'une entreprise devrait idéalement présenter : une mission explicitement sociale ou environnementale, un modèle d'affaires durable, une solution innovante et systémique et une méthode de mesure des retombées<sup>21</sup>.

Les entrepreneurs qui se lancent dans l'entrepreneuriat social se heurtent à plusieurs difficultés majeures, notamment le manque de formation, de financement et d'occasions internes, comme en témoigne un récent sondage préliminaire mené à l'échelle nationale auprès de 80 entreprises sociales du Pérou et publié par INCUBA (un laboratoire social fondé par la LUCARIS Civil Association), dont les résultats révèlent que les possibilités de changement d'échelle, l'autodurabilité et les communications stratégiques présentent les trois principaux défis<sup>22</sup>. Cette étude révèle également que la plupart des entreprises sociales n'entretiennent pas de relations avec les principaux acteurs de l'écosystème de l'entrepreneuriat social, comme les fonds d'investissement et les accélérateurs.

Aux fins du présent rapport, une entreprise sociale est une entreprise dont les objectifs sont principalement à caractère social et dont les excédents budgétaires sont en grande partie réinvestis dans l'entreprise à cette fin ou dans la collectivité, au contraire d'une entreprise motivée par la nécessité de maximiser le profit pour les actionnaires et les propriétaires. Le rapport fait appel à des données désagrégées selon le genre, l'âge et le secteur pour comprendre les obstacles qui nuisent à la croissance des MPME et, plus particulièrement, à l'entrepreneuriat social, au Pérou.

**Les principales conclusions du présent rapport d'enquête sont les suivantes :**

- Les initiatives de soutien les plus connues des personnes interrogées sont la COFIDE, Innovate Peru, les centres de développement des entreprises et la plateforme Peruvian Entrepreneur. Toutefois, mis à part ces quatre organismes, plus de la moitié des répondants au sondage ignorent s'ils pourraient bénéficier d'autres programmes de soutien.

<sup>21</sup> Kunan Peru, « Reporte Sobre el Estado del Emprendimiento Social y Ambiental en el Perú », Lima, Pérou, Kunan Peru, 2019.

<sup>22</sup> INCUBA, « Diagnóstico preliminar del ecosistema social del Peru », présentation PowerPoint, Lima, juillet 2016

- Les plans de croissance varient considérablement selon l'âge des entrepreneurs. Les entrepreneurs plus âgés (35 ans et plus) sont plus susceptibles d'avoir des objectifs de croissance modestes (croissance des revenus inférieure à 100 % par année), tandis que les jeunes entrepreneurs visent des objectifs de croissance plus ambitieux (doubler les revenus chaque année).
- Les deux obstacles à la croissance des MPME les plus souvent mentionnés sont le régime gouvernemental intérieur et le financement. Ces obstacles englobent des problèmes comme une bureaucratie municipale restrictive, des taux d'imposition élevés et l'incapacité d'obtenir du financement.
- Parmi les personnes interrogées, très peu ont acquis de l'expérience internationale (études ou travail à l'étranger). Le manque d'expérience internationale des répondants pourrait nuire à l'expansion des entreprises dans les marchés étrangers ou régionaux.
- Le tiers des entrepreneurs interrogés considèrent qu'ils travaillent dans une entreprise sociale ou une MPME à mandat social. La définition la plus courante d'une entreprise sociale fait référence à une entreprise à but lucratif qui exécute activement un mandat social.
- L'obstacle à la réussite des entreprises sociales le plus mentionné est le régime gouvernemental intérieur, en particulier l'insuffisance du soutien de l'État à ces entreprises.

**Le présent rapport d'enquête formule en outre des recommandations stratégiques, parmi lesquelles :**

- Revoir le marketing et l'accessibilité des initiatives de soutien afin de mieux faire connaître aux MPME les options qui leur sont offertes. Cette mesure pourrait comprendre une évaluation des services populaires auprès des entrepreneurs et de la façon dont les MPME les découvrent.
- Revoir les politiques gouvernementales, notamment celles reliées aux impôts et à la bureaucratie, afin de les rendre moins restrictives pour les MPME. Cette mesure pourrait comprendre un examen qualitatif de ces politiques, au moyen de groupes témoins et d'entrevues qui recueillent le point de vue des entrepreneurs sur ces questions.



- Encourager l'acquisition d'expérience internationale, en offrant de la formation en ligne sur des plateformes comme *Emprendedor Peruano* et en décernant des prix aux MPME qui font des affaires à l'étranger. Cette formation devrait notamment être offerte aux MPME des régions isolées des montagnes et de la jungle du Pérou, étant donné que la concentration des entreprises dans les régions côtières du pays (à Lima en particulier) donne un avantage aux MPME de cette région.
- Créer des instruments de soutien destinés spécialement à l'entrepreneuriat social, parrainés par le gouvernement, à partir des initiatives et des partenariats qui existent dans cet écosystème. Il faudrait notamment rédiger des lois qui considèrent les entreprises sociales comme une catégorie de MPME distincte et recueillir des données à l'échelle nationale sur ces entreprises, en se fondant sur les travaux déjà réalisés par Kunan, INCUBA et d'autres organisations.

## Section 1 : Profil des entreprises et des entrepreneurs

FIGURE 1. Profil des répondants <sup>23</sup>

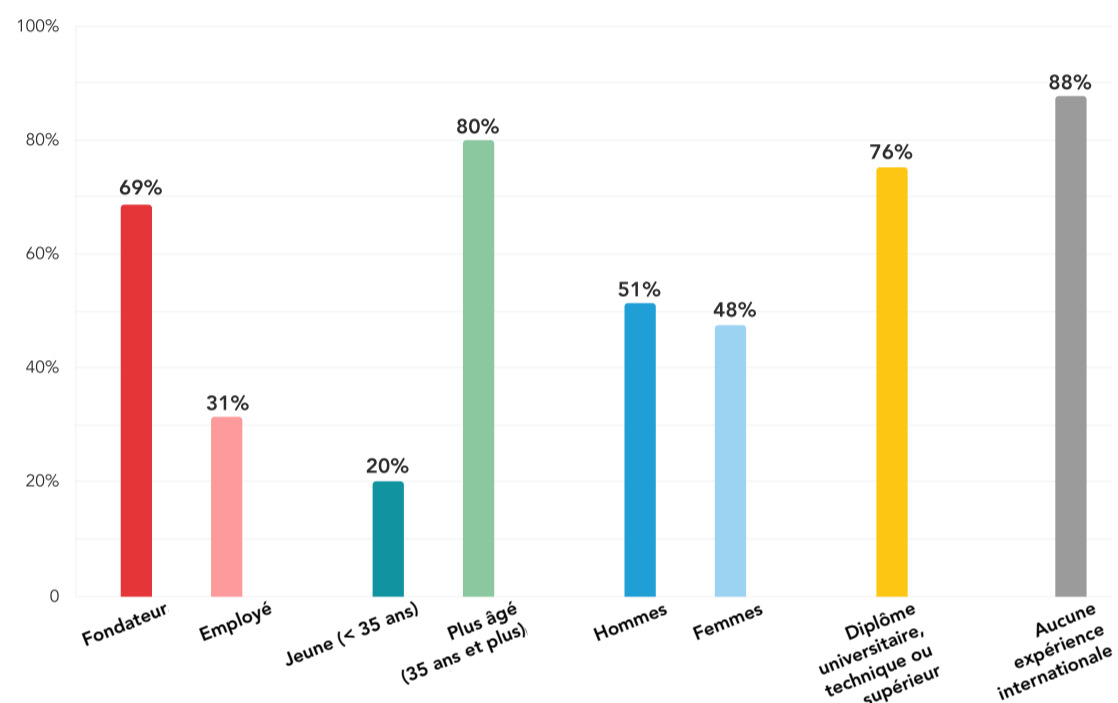
**Question 1.1:** Avez-vous fondé votre entreprise?

**Question 1.2:** Quel âge avez-vous actuellement?

**Question 1.4:** À quel genre vous identifiez-vous?

**Question 1.5:** Quel est le plus haut degré de scolarité que vous avez atteint?

**Question 1.7:** Avez-vous étudié, travaillé ou participé à une formation visant à acquérir des compétences en dehors du Pérou?



Le Sondage 2020 réalisé auprès des entrepreneurs et des MPME au Pérou a été mené auprès d'une population diversifiée quant au genre, à l'âge, au poste occupé, à la taille de l'entreprise et au secteur d'activité, afin d'obtenir une grande variété de points de vue. Recueillies au milieu de 2019, les données qui figurent dans le présent rapport représentent les points de vue et les expériences de 250 entrepreneurs du Pérou. Le sondage a été élaboré en collaboration le gouvernement et des entreprises et administré par TEN, un partenaire de la FAP Canada. La section suivante fait état des caractéristiques des personnes interrogées et les situe dans le contexte de l'entrepreneuriat du Pérou.

### PETITES, MAIS PUISSANTES

Dans l'ensemble, 69 % des entrepreneurs interrogés s'identifient comme des fondateurs de MPME, tandis que 31 % sont des employés. En ce qui concerne la

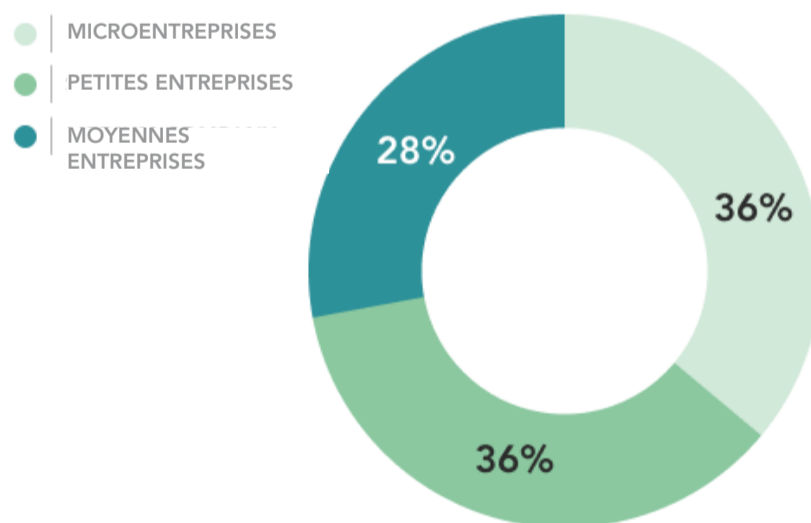
<sup>23</sup> Les données figurent en annexe.

taille des entreprises, les MPME sondées font majoritairement partie des catégories des micro et des petites entreprises : 72 % des répondants qualifient leur entreprise de microentreprise (n=90) ou de petite entreprise (n=90). Pour ce qui est des revenus, 60 % des répondants enregistrent des revenus d'affaires annuels de 1 999 999 PEN (environ 780 000 CAD) ou moins, tandis que plus de la moitié des entreprises interrogées comptent moins de 10 employés rémunérés à plein temps.

La majeure partie des entreprises interrogées (72 % des répondants) ont été fondées après 2000, dont la moitié dans les années 2010. Fait intéressant, près d'une entreprise sur cinq (17 %) a été fondée au cours des cinq dernières années, entre 2015 et 2019, ce qui témoigne de la solide culture d'entrepreneuriat du Pérou.

En ce qui concerne les secteurs d'activité des entreprises, plus du tiers des répondants (37 %) œuvrent dans le secteur de la vente de gros et de détail, suivi du secteur de la fabrication (11 %). Viennent ensuite l'hébergement et les services alimentaires (10 %); les activités professionnelles, scientifiques et techniques (7 %); et l'éducation (6 %). Cette répartition industrielle reflète les statistiques nationales, qui montrent que la vente de gros et de détail domine les activités des MPME (46,2 % des MPME enregistrées)<sup>24</sup>. Ces statistiques révèlent en outre que les trois principaux secteurs économiques des MPME sont le commerce (46,2 % des MPME enregistrées), les services (40,6 %) et la fabrication (8,4 %)<sup>25</sup>.

FIGURE 2: Répartition des MPME

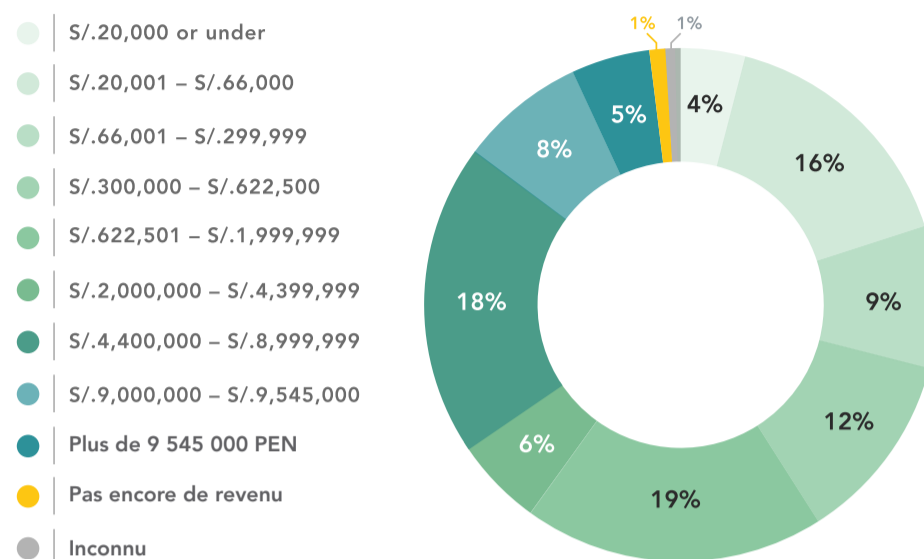


24 Ministerio de la Produccion, « Anuario Estadístico Industrial, Mipyme Y Comercio Interno 2018 », Lima, Pérou, Ministerio de la Produccion, 2018, p. 141.

25 Idem., p. 140.

### FIGURE 3. Revenu annuel

Question 2.14: Quel a été le chiffre d'affaires annuel de votre entreprise au cours du dernier exercice financier?



### PROFIL DÉMOGRAPHIQUE DES RÉPONDANTS AU SONDAGE

Les répondants au sondage sont presque également répartis entre les femmes (48 % des répondants, n=121) et les hommes (51 % des répondants, n=128)<sup>26</sup>. Pour mettre ces proportions dans le contexte de la parité hommes-femmes au Pérou, il faut signaler que l'économie latino-américaine enregistre des taux de réussite variés en ce qui concerne l'égalité entre les genres. D'après le 2020 Global Gender Gap Report, le Pérou se classe parmi les 20 premiers pays d'Amérique latine et des Caraïbes en ce qui concerne la parité hommes-femmes, mais ne fait pas mieux que le 66e rang sur 153 économies quant à l'indice de parité mondial<sup>27</sup>. En outre, le Pérou arrive au 90e rang mondial en ce qui concerne la participation des femmes à l'économie et les possibilités économiques qui leur sont offertes<sup>28</sup>.

D'après les statistiques officielles sur le paysage de la parité dans l'écosystème des MPME péruviennes, 32 % des entreprises ont été fondées par des femmes, et 68 % par des hommes<sup>29</sup>. En revanche, parmi les personnes interrogées, les femmes composent la majorité des fondateurs d'entreprise (52 %), tandis que les hommes composent la majorité des employés (60 %). Toutefois, malgré ce résultat encourageant, le tiers des personnes interrogées affirment que leur entreprise n'a pas été fondée par une femme.

26 Une personne interrogée a choisi de ne pas préciser son genre.

27 Forum économique mondial, « Global Gender Gap Report 2020 », Genève, Suisse, FEM, 2019, p. 26 et p. 285.

28 Idem, p. 285.

29 Ministerio de la Produccion, « Estadística MIPYME: Perfil de la Mujer Emprendedora 2017 », Ministerio de la Produccion, 2017. <http://ogeiee.produce.gob.pe/index.php/shortcode/estadistica-oe/estadisticas-mipyme>.

En creusant un peu la question, on découvre que 45 % des entrepreneurs interrogés affirment que leur entreprise compte plus de fondateurs que de fondatrices, comparativement à 21 % des répondants qui voient plus de fondatrices que de fondateurs. En outre, seuls 28 % des répondants signalent un nombre égal de fondatrices et de fondateurs. Ensemble, ces résultats témoignent de l'écart entre les hommes et les femmes dans le paysage des MPME péruviennes.

En se penchant sur l'âge des entrepreneurs, on constate d'abord que la population du Pérou est relativement jeune, l'âge médian des Péruviens étant de 29 ans et 43 % d'entre eux ayant moins de 25 ans<sup>30</sup>. Cependant, les statistiques officielles sur les MPME révèlent une population d'entrepreneurs plus âgée : l'âge moyen des fondateurs d'entreprise est de 46 ans chez les femmes et de 49 ans chez les hommes<sup>31</sup>.

Le même écart entre jeunes entrepreneurs et entrepreneurs plus âgés se remarque au sein des personnes interrogées. Les répondants au sondage sont en grande partie des entrepreneurs de 35 ans et plus (80 % des répondants, n=199), tandis qu'à peine le cinquième des répondants ont 34 ans ou moins (n=49). Pour ce qui est de la répartition au sein des fondateurs d'entreprise, 71 % des répondants du groupe plus âgé sont fondateurs, contre 59 % des jeunes répondants. Globalement, la plupart des entreprises sondées (73 %) sont dirigées par un actionnaire majoritaire qui avait 35 ans ou plus au moment de leur fondation.

Enfin, on note une importante dimension urbaine-rurale parmi la population interrogée. Presque toutes les entreprises sondées ont leur siège social dans les régions côtières urbaines du Pérou, plus précisément dans la province de Lima (49 %), à Arequipa dans la région d'Arequipa (24 %) et à Trujillo dans la région de La Libertad (24 %). La répartition géographique des personnes interrogées concorde avec les statistiques nationales du Pérou, selon lesquelles plus de la moitié (56,7 %) des MPME péruviennes sont établies dans l'une ou l'autre de ces trois régions<sup>32</sup>. On peut en conclure que la population sondée ne représente essentiellement pas les MPME des régions rurales, de montagnes et de la jungle du Pérou.

30 Central Intelligence Agency, « The World Factbook: Peru », CIA, 2020. <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/pe.html>.

31 Ministerio de la Produccion, « Estadística MIPYME: Perfil de la Mujer Emprendedora 2017 », Ministerio de la Produccion, 2017. <http://ogeiee.produce.gob.pe/index.php/shortcode/estadistica-oe/estadisticas-mipyme>.

32 Ministerio de la Produccion, « Anuario Estadístico Industrial, Mipyme Y Comercio Interno 2018 », Lima, Pérou, Ministerio de la Produccion, 2018, p. 143.

Ce résultat met en lumière la nécessité de se pencher sur la diversité des besoins des MPME péruviennes qui découle de leur emplacement géographique. Durant l'atelier *Acteurs du changement : soutenir les entrepreneurs sociaux au Pérou*, organisé en mai 2019 par FAP Canada et ses partenaires péruviens<sup>33</sup>, plusieurs participants ont souligné l'importance de répondre aux besoins des MPME en tenant compte des différences entre les entreprises de la région côtière du Pérou et celles des régions isolées des montagnes et de la jungle. Le ministère de la Production a également déclaré que la concentration des MPME dans la région côtière donne aux entreprises un meilleur accès aux marchés locaux et internationaux, grâce à la proximité des ports péruviens<sup>34</sup>. Cet écart géographique s'avère donc un aspect déterminant des expériences des MPME au Pérou, qui mérite qu'on s'y attarde dans les politiques nationales et les futures études sur les MPME.

## ÉDUCATION ET EXPÉRIENCE INTERNATIONALE DES EMPLOYÉS DES MPME

Dans l'ensemble, on note un haut degré de scolarité chez les répondants au sondage. Effectivement, 76 % des répondants détiennent un diplôme d'études collégiales ou supérieures<sup>35</sup>, parmi lesquels 65 % sont des fondateurs d'entreprise. Près de la moitié des répondants (45 %) ont obtenu un diplôme universitaire de premier cycle et 24 % sont diplômés d'une école technique. Les entreprises sondées indiquent en outre que 84 % de leurs effectifs, y compris les fondateurs, sont des professionnels techniques et que 88 % détiennent un diplôme universitaire<sup>36</sup>.

Lorsque les données sont désagrégées selon le type d'entreprise, les résultats du sondage révèlent que 57 % des entrepreneurs interrogés qui travaillent dans une microentreprise ont obtenu un diplôme de niveau collégial ou supérieur. Dans les petites entreprises, 81 % des effectifs ont ce même degré de scolarité, une proportion qui atteint 94 % dans les entreprises de taille moyenne. La ventilation par genre et par âge révèle une proportion égale de femmes et d'hommes qui détiennent un diplôme de niveau collégial ou supérieur (76 % chaque), tandis qu'une proportion semblable de jeunes entrepreneurs et d'entrepreneurs plus âgés possèdent ce même degré de scolarité (respectivement 80 % et 75 %).

33 Cet événement de la FAP Canada a été mis sur pied en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères, Kunan Peru et la Chambre de commerce de Lima. La FAP Canada a fait appel à [STATO SAC](#) pour diriger l'atelier.

34 Ministerio de la Produccion, « Anuario Estadístico Industrial, Mipyme Y Comercio Interno 2018 », Lima, Pérou, Ministerio de la Produccion, 2018, p. 135.

35 Il s'agit des répondants au sondage qui ont obtenu un certificat d'une école professionnelle ou technique, ou un diplôme universitaire de premier cycle ou de cycle supérieur.

36 Tiré de la question 2.13 : « Combien d'employés (y compris les fondateurs) de votre entreprise sont des professionnels techniques, possèdent un diplôme collégial ou universitaire ou détiennent un certificat d'une école de métiers? »; à des fins de contexte, le taux d'inscription aux études postsecondaires est de 69,2 % au Pérou. (UNESCO, 2016)

Sur le plan de l'expérience internationale des personnes interrogées, environ le tiers des entrepreneurs sondés (35 %) affirment que certains de leurs travailleurs, fondateurs compris, ont déjà travaillé ou étudié à l'étranger<sup>37</sup>. Toutefois, près de la moitié des personnes interrogées (47 %) déclarent que personne n'a d'expérience internationale dans leurs effectifs. En outre, même si les fondateurs ont acquis un peu plus d'expérience internationale que les autres répondants, dans l'ensemble, seules 12 % des personnes interrogées affirment avoir une quelconque expérience internationale<sup>38</sup>. Quelle que soit la ventilation effectuée, on note une importante lacune en matière d'expérience internationale au sein des personnes interrogées.

La comparaison du niveau d'expérience internationale entre les micro, les petites et les moyennes entreprises révèle que la majorité des entrepreneurs interrogés dans chaque type d'entreprise ne possèdent pas cette expérience. Parmi les répondants œuvrant dans une microentreprise, 93 % n'ont aucune expérience internationale, comparativement à 87 % dans les petites entreprises et 84 % dans les moyennes entreprises. Les données désagrégées selon le genre et l'âge indiquent que 89 % des femmes et 88 % des hommes ne possèdent pas ce type d'expérience, et que c'est également le cas de 82 % des jeunes entrepreneurs et de 90 % des entrepreneurs plus âgés.

On note en outre une corrélation positive entre le degré de scolarité des répondants et leur expérience internationale. Autrement dit, plus un répondant est éduqué, plus il est susceptible de posséder de l'expérience internationale.

Dans le contexte de l'entrepreneuriat social, le manque d'expérience internationale des entrepreneurs péruviens est un important obstacle à la pénétration des marchés étrangers. L'insertion dans de nouveaux marchés fait partie des objectifs stratégiques du plan national 2011-2021 pour la compétitivité et la productivité des MPME du Pérou<sup>39</sup>. La capacité de consolider une visibilité internationale des MPME dans de nouveaux créneaux des marchés intérieur et étrangers en misant sur la compétitivité et les partenariats est l'un des piliers principaux de l'intervention stratégique des services de soutien gouvernementaux (qui relèvent du ministère de la Production) pour l'avenir. Au-delà de la stratégie générale qui consiste à créer des liens entre les MPME et les grandes entreprises et les gouvernements, les MPME

37 Tiré de la question 2.12 : « Quel pourcentage des effectifs de votre entreprise (y compris les fondateurs) ont étudié ou travaillé à l'extérieur du Pérou? »

38 Tiré de la question 1.7 : Avez-vous étudié, travaillé ou participé à une formation visant à acquérir des compétences en dehors du Pérou?

39 Ministerio de la Produccion, « Plan Nacional para la Productividad y Competitividad de las MYPE 2011-2021 », Lima, Pérou, Ministerio de la Produccion, 2009.

doivent tirer parti du cadre établi par l'État péruvien pour renforcer et soutenir leur capacité à exporter ou à importer des produits et des services, et exploiter la possibilité de partenariats avec d'autres MPME de leur secteur économique ou chaîne de production<sup>40</sup>.

## MOTIVATIONS DES FONDATEURS POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UNE MPME

Le Pérou demeure un des pays du monde dont le taux de nouvelles entreprises est le plus élevé<sup>41</sup>, selon le rapport de 2018-2019 du Global Entrepreneurship Monitor (GEM). Actuellement, ce taux s'établit à 22,4 %<sup>42</sup>. Le GEM attribue ce fort taux d'activité entrepreneuriale à plusieurs facteurs importants, notamment un environnement social qui encourage l'entrepreneuriat et une population qui fait grandement confiance à sa capacité de démarrer une entreprise<sup>43</sup>.

Les résultats du sondage qui décrivent les raisons invoquées par les fondateurs pour démarrer une MPME témoignent de ce fort degré de confiance. Les deux motifs les plus souvent invoqués par les fondateurs d'entreprise sondés sont l'aspiration à l'autonomie que donne le statut d'entrepreneur (24 % des répondants) et le désir de bien-être personnel (22 %). Témoin de la solide culture d'entrepreneuriat du Pérou, ce résultat montre que les fondateurs sont conscients des avantages personnels qu'ils peuvent retirer de la propriété d'une entreprise.

Désagrégées selon l'âge, ces données révèlent des différences statistiquement significatives entre les réactions des répondants plus jeunes et plus âgés à deux énoncés. D'abord, la motivation qui vient d'une occasion de répondre à un besoin du marché : 48 % des jeunes fondateurs mentionnent cette raison, contre 27 % des fondateurs plus âgés. Ensuite, la motivation de la prospérité personnelle, mentionnée par 17 % des jeunes fondateurs, mais par 35 % des fondateurs plus âgés. Il faut signaler qu'il n'y a qu'une faible différence statistique entre les points de vue des entrepreneurs sur ces deux énoncés. Les résultats révèlent toutefois une tendance qui pourrait devenir plus évidente dans le cadre d'une étude plus vaste.

---

40 Idem.

41 Pourcentage de la population de 18 à 64 ans composé de nouveaux entrepreneurs ou de propriétaires gestionnaires d'une nouvelle entreprise.

42 Global Entrepreneurship Monitor, « 2018/2019 Global Report », Londres, Royaume-Uni, GEM, 2019, p. 95.

43 Idem.



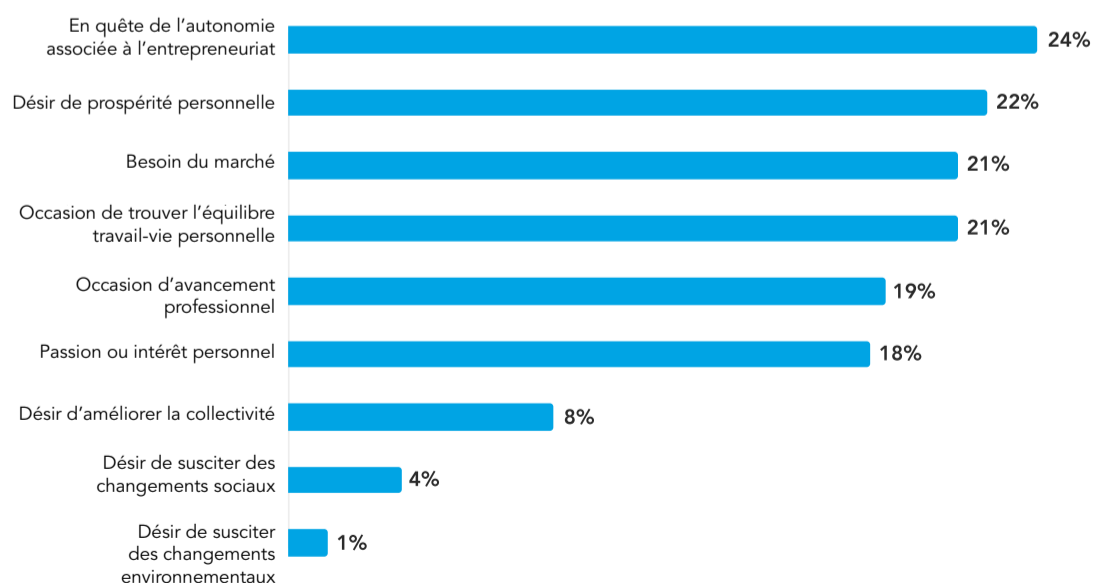
Interrogés sur leur intention de fonder une entreprise sociale, seuls quelques fondateurs affirment que le désir de susciter des retombées sociales a accompagné leur décision de fonder une MPME. Au moment de démarrer leur entreprise, seuls 8 % des fondateurs déclarent qu'ils avaient l'intention d'améliorer la collectivité et 4 % affirment qu'ils souhaitaient susciter des changements sociaux. Enfin, à peine 1 % des fondateurs souhaitaient opérer des changements environnementaux en fondant leur MPME.

Ces résultats semblent contredire le nombre de répondants (fondateurs et employés) qui qualifient leur MPME d'entreprise sociale. Près du tiers des personnes interrogées (31 %) affirment que leur entreprise est une entreprise sociale ou qu'elle tente d'aborder des enjeux sociaux. Ce résultat pourrait découler d'un intérêt grandissant pour l'entrepreneuriat social au sein des entrepreneurs, et d'une évolution de leur compréhension de ce concept.

Globalement, malgré des résultats qui témoignent d'une culture d'entrepreneuriat bien ancrée au Pérou, l'innovation reste plutôt rare dans les entreprises péruviennes et beaucoup d'entreprises en démarrage s'enlisent à cette étape sans jamais vraiment s'établir à titre d'entreprise. Le rapport 2018-2019 du GEM affirme que, pour améliorer la situation, il est essentiel de consolider l'écosystème des MPME péruvien, notamment par des politiques gouvernementales favorables à l'entrepreneuriat et par le financement des MPME<sup>44</sup>.

#### FIGURE 4. Motif de fondation des MPME

Question 2.8: Pourquoi avez-vous créé votre entreprise? Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent.



44 Global Entrepreneurship Monitor, « 2018/2019 Global Report », Londres, Royaume-Uni, GEM, 2019.

## Section 2 : Plans de croissance et obstacles à la croissance des MPME

La contribution des MPME à l'économie nationale du Pérou est considérable. En plus de fournir de l'emploi à plus de la moitié de la population active du Pérou, les MPME apportent une contribution qui représentait 19 % du PIB en 2018<sup>45</sup>. Les MPME péruviennes sont en outre une importante source d'exportations. Dans son plan stratégique national d'exportation pour 2025 (PENX), le ministère du Commerce extérieur et du Tourisme signale que de 2003 à 2013, 86 % des entreprises exportatrices étaient des micro et petites entreprises<sup>46</sup>. En 2018, pas moins de 94 % des MPME ont participé à des activités d'exportation<sup>47</sup>. Toutefois, même si un grand nombre d'entreprises exportatrices sont des MPME, leurs exportations ne représentent que le dixième de la valeur des exportations générées par le commerce extérieur. En 2018, à peine 9 % de la valeur totale des exportations du Pérou venait des MPME, tandis que les grandes entreprises accaparaient la part du lion en ce domaine<sup>48</sup>.

La position variable des MPME dans l'économie intérieure et le commerce extérieur du Pérou soulève plusieurs questions. Comment les entrepreneurs envisagent-ils la croissance de leur MPME dans les années qui viennent? Quels sont les facteurs qui entravent la croissance des MPME? Compte tenu de ces obstacles, à quels services de soutien les MPME ont-elles accès et comment les entrepreneurs perçoivent-ils les programmes existants offerts par l'État péruvien et d'autres organismes?

La présente section analyse les points de vue des répondants sur ces questions en examinant les réponses dans cinq domaines reliés à la croissance des MPME :

- Les plans de croissance des répondants pour leur entreprise;
- Les obstacles que les répondants estiment nuisibles à la croissance de leur MPME;
- Le point de vue des répondants sur l'importance de la durabilité environnementale dans l'exploitation de leur entreprise;

<sup>45</sup> El Peruano, « Ventas de las mypes representan 19% del PBI », El Peruano, 2019. <https://elperuano.pe/noticia-ventas-de-mypes-representan-19-del-pbi-82195.aspx>.

<sup>46</sup> Ministra de Comercio Exterior y Turismo, « Plan Estratégico Nacional Exportador 2025 », Lima, Pérou, Ministra de Comercio Exterior y Turismo, 2020, p. 25.

<sup>47</sup> Gestion, « Mipymes representan solo el 9% de las exportaciones peruanas, alerta Mincetur », Gestion, 2019. <https://gestion.pe/peru/mipymes-representan-solo-el-9-de-las-exportaciones-peruanas-alerta-mincetur-noticia/?ref=gesr>.

<sup>48</sup> Idem.

- L'accès des répondants aux services de soutien aux entreprises;
- La perception qu'ont les répondants des programmes et initiatives de soutien.

## PLANS DE CROISSANCE MODESTE POUR LES MPME

Dans l'ensemble, la plupart des répondants au sondage (88 %) déclarent avoir un plan de croissance pour leur MPME. Près de la moitié (46 %) des personnes interrogées affirment viser une croissance modeste (progression des revenus inférieure à 100 % par année), tandis que 42 % déclarent viser une forte croissance (revenus doublés chaque année). Ces résultats témoignent de la confiance et de l'ambition des entrepreneurs péruviens, encouragés par une solide culture d'entrepreneuriat à développer leur entreprise.

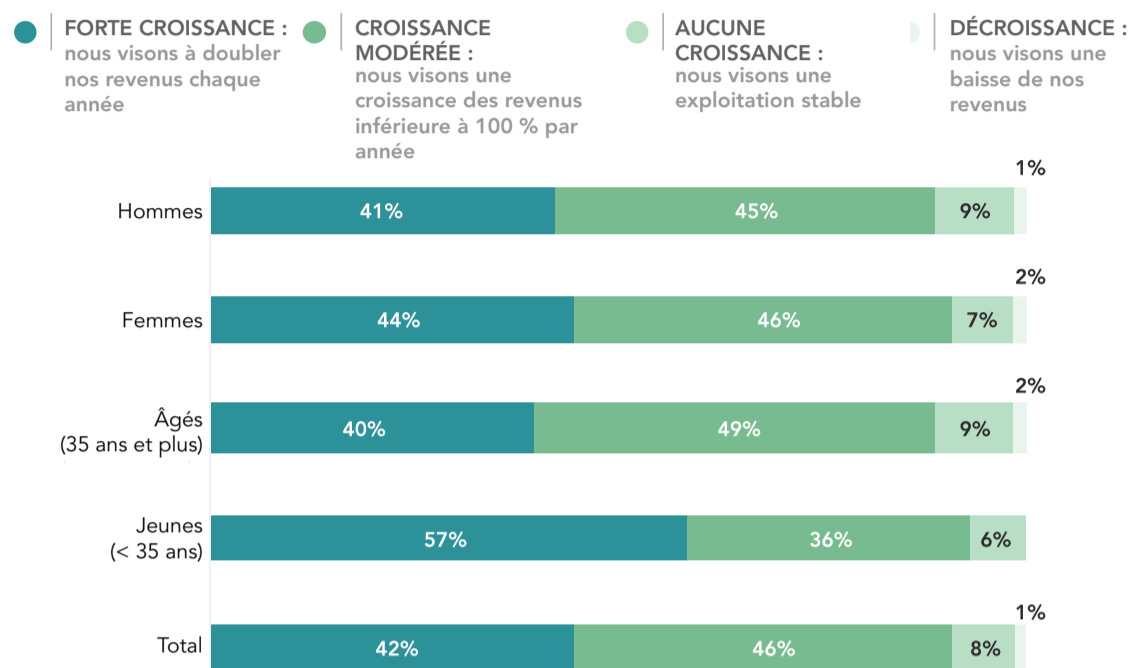
Les données désagrégées selon le type d'entreprise révèlent que 84 % des microentreprises sondées déclarent avoir établi un plan de croissance, tandis que 91 % des petites entreprises et 87 % des moyennes entreprises affirment l'avoir fait également. Généralement, les propriétaires de micro, de petites et de moyennes entreprises visent plus ou moins les mêmes taux de croissance. Parmi les petites entreprises, 46 % des répondants visent une forte croissance et la même proportion visent une croissance modérée. Du côté des moyennes entreprises, 47 % visent une forte croissance et 40 % visent une croissance modérée. Fait intéressant, la majeure partie des microentreprises visent une croissance modérée (50 % de ce sous-groupe), tandis qu'à peine 34 % affirment viser une forte croissance.

Désagrégés selon le genre, les résultats du sondage révèlent des plans de croissance semblables chez les femmes et les hommes. Près de la moitié (46 %) des femmes visent une croissance modérée pour leur MPME, et c'est le cas pour 45 % des hommes. Les adeptes de la forte croissance se retrouvent dans une proportion de 44 % chez les femmes entrepreneures et de 41 % chez les hommes entrepreneurs.

Au point de vue des plans de croissance des MPME, on note un plus grand écart entre les jeunes entrepreneurs (moins de 35 ans) et les entrepreneurs plus âgés (35 ans et plus). Plus de la moitié des jeunes entrepreneurs (57 %) déclarent viser une forte croissance pour leur MPME, contre 40 % des entrepreneurs plus âgés. À l'inverse, près de la moitié des entrepreneurs plus âgés (49 %) affirment viser une croissance des revenus modérée, tandis que 36 % des jeunes entrepreneurs visent ce type de croissance. D'après ce résultat, on peut présumer que les jeunes entrepreneurs entretiennent des objectifs de croissance plus ambitieux pour leur MPME, tandis que leurs aînés favorisent des plans de croissance plus modestes.

FIGURE 5. Plans de croissance des entreprises, données désagrégées selon le genre et l'âge

Question 2.15: Quels sont les projets de croissance de votre entreprise en ce qui concerne le chiffre d'affaires?



Ici, il est important de signaler que lorsque les données ventilées en fonction du type d'entreprise, du genre et de l'âge sont soumises à une analyse de régression multivariée dans le but de révéler leur effet sur les plans de croissance, ces facteurs ne produisent pas de différences statistiquement significatives entre les réponses des participants au sujet de leurs plans de croissance. Il existe cependant une légère différence statistique entre les points de vue des jeunes entrepreneurs et des entrepreneurs plus âgés, qui pourrait s'amplifier dans une étude auprès d'un plus vaste échantillon.

### OBSTACLES INTÉRIEURS À LA CROISSANCE : PERCEPTIONS DES MPME

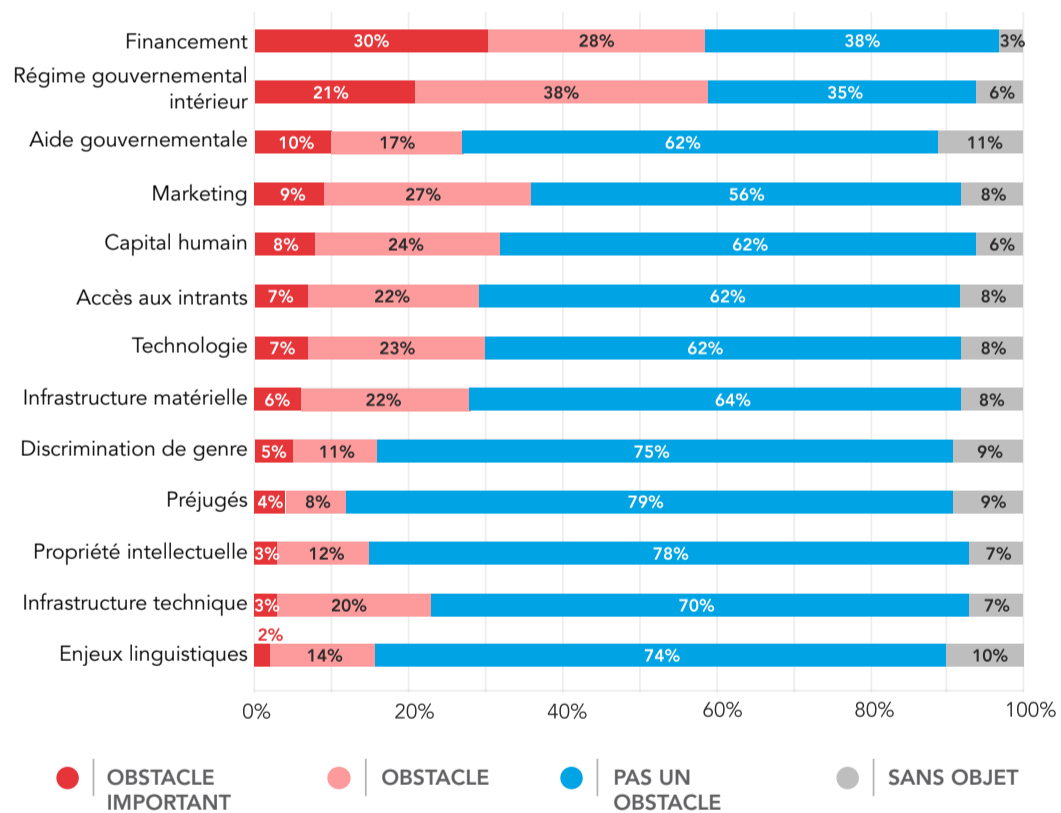
Bien que les entrepreneurs interrogés caressent d'ambitieux projets de croissance, ils se butent également à des obstacles majeurs qui entravent la croissance de leur MPME. Dans la présente section, le terme « obstacle » fait référence aux facteurs que les répondants au sondage relèvent comme étant un « obstacle important » ou un « obstacle » à la réussite de leur MPME.

D'après les réponses obtenues lors du sondage national 2020 sur les entrepreneurs et les MPME au Pérou, les deux principaux obstacles à la croissance des MPME sont le régime gouvernemental intérieur et le financement. Plus de la moitié des

répondants (59 %) estiment que le régime gouvernemental intérieur fait obstacle à la croissance de leur MPME, et une proportion semblable (58 %) mentionne le financement au nombre des obstacles. Signalons que le financement est qualifié d’obstacle important par un plus grand nombre d’entrepreneurs interrogés (30 % des répondants) que tout autre facteur. L’analyse statistique révèle en outre que les répondants qui nomment un de ces deux facteurs au nombre des obstacles sont portés à mentionner également l’autre facteur, signe que les obstacles que présentent le régime gouvernemental intérieur et le financement pourraient être interreliés.

FIGURE 6. Obstacles à la croissance des MPME

Question 9.1: Quels sont les obstacles à la réussite générale de votre entreprise?



Voir le tableau de données correspondant dans l'annexe

En matière de régime gouvernemental intérieur, le sondage a tenté de révéler notamment si les répondants trouvaient la réglementation gouvernementale ou les procédures administratives restrictives pour leur MPME. Parmi les personnes interrogées, 38 % estiment que ce facteur fait obstacle à la croissance de leur

entreprise, tandis que 21 % affirment qu'il s'agit d'un obstacle important pour eux. Invités à préciser leur réponse, certains répondants mentionnent les taux d'imposition élevés et les restrictions de la bureaucratie municipale<sup>49</sup>.

Les participants à la journée de formation sur les MPME, la compétitivité et l'innovation sociale, organisée par la FAP Canada et Kunan, ont également souligné des obstacles liés au régime gouvernemental intérieur. Interrogés sur les principaux obstacles au succès de leur MPME, certains ont mentionné « un manque de connaissances sur les organisations d'État potentiellement utiles », « le peu de connaissances sur les gouvernements locaux et régionaux », « l'absence de services gouvernementaux destinés aux MPME » et « des lois restrictives »<sup>50</sup>. Ces résultats concordent avec les conclusions du rapport 2018-2019 du GEM, selon lesquelles les politiques du Pérou en matière d'imposition et de bureaucratie, ainsi que l'aide gouvernementale aux entreprises et la pertinence de cette aide sont en deçà des moyennes régionale et mondiale<sup>51</sup>. Globalement, malgré la diversité des programmes de soutien aux MPME offertes au Pérou, il semble que les entrepreneurs souhaitent des politiques gouvernementales plus robustes et favorables aux entreprises. Les opinions des répondants sur les programmes de soutien parrainés par l'État sont abordées plus loin dans la présente section.

En ce qui concerne le financement des MPME, 28 % des personnes interrogées le considèrent comme un obstacle, tandis que 30 % le classent parmi les obstacles importants pour leur entreprise. Une proportion significative (43 %) des personnes interrogées ont déclaré être en quête de financement au moment du sondage<sup>52</sup>. En outre, près de la moitié (46 %) des participants à la journée de formation sur les MPME, la compétitivité et l'innovation sociale ont mentionné le financement et l'accès financier parmi les trois principaux obstacles qu'affronte leur entreprise<sup>53</sup>.

L'obstacle du financement des MPME a déjà été relevé par le ministère de la Production<sup>54</sup>. D'après le ministère, seules 6 % des MPME enregistrées ont accès au système financier réglementé<sup>55</sup>. On note aussi des inégalités d'accès au

49 Les répondants ont donné des détails sur les trois principaux obstacles qui nuisent à leur MPME à la question 9.3, qui leur demandait : « Quels sont les trois principaux obstacles au succès de votre entreprise? N'hésitez pas à mentionner des obstacles autres que ceux qui figurent dans la question précédente. »

50 Tiré du sondage réalisé après l'événement.

51 Global Entrepreneurship Monitor, « 2018/2019 Global Report », Londres, Royaume-Uni, GEM, 2019.

52 Tiré de la question 2.17 : « Votre entreprise est-elle actuellement en quête de financement? »

53 Cette proportion comprend les participants à la séance de formation qui ont mentionné le financement, l'accès au financement, aux capitaux ou aux ressources et le coût exorbitant des biens matériels parmi les trois principaux obstacles de leur MPME.

54 Global Entrepreneurship Monitor, « Entrepreneurial Behaviour and Attitudes », GEM, 2018. <https://www.gem-consortium.org/economy-profiles/peru>.

55 Ministerio de la Produccion, « Estadística MIPYME », Ministerio de la Produccion, 2017. <http://ogeiee.produce.gob.pe/index.php/shortcode/estadistica-oe/estadisticas-mipyme>.

financement au sein des MPME : bien que 62 % des moyennes entreprises et 46 % des petites entreprises aient accès au système financier péruvien, à peine 5 % des microentreprises peuvent en bénéficier<sup>56</sup>. Cette observation est également relevée dans le rapport 2018-2019 du GEM, qui affirme que le Pérou n'atteint pas la moyenne mondiale en matière de financement de l'entrepreneuriat<sup>57</sup>.

Fait à signaler, la discrimination selon le genre (16 % des répondants) et les préjugés sexistes (12 %) ne sont pas perçus comme des obstacles majeurs. Bien que la discrimination et les préjugés sexistes demeurent problématiques pour une faible partie des personnes interrogées, les résultats témoignent de l'évolution du Pérou en matière d'équité, puisque la majorité des femmes et des hommes sondés ne mentionnent pas ces deux facteurs au nombre des obstacles à la réussite de leur MPME.

Les données désagrégées révèlent que les femmes et les hommes ont des perceptions semblables quant à ces obstacles. À titre d'exemple, 57 % des hommes et 62 % des femmes indiquent que les politiques gouvernementales intérieures entravent la croissance de leur MPME. Une proportion un peu plus élevée de femmes que d'hommes estiment que ce facteur est un obstacle important (respectivement 25 % et 18 %), mais, dans l'ensemble, les entrepreneurs des deux genres le voient comme un obstacle général, mentionné par 37 % des femmes et 39 % des hommes. Le financement, lui, est considéré comme un obstacle par 62 % des hommes et 55 % des femmes.

Bien que les réponses des deux genres se ressemblent, on note des différences de points de vue statistiquement significatives en ce qui concerne le marketing et les préjugés, les femmes étant plus portées à les voir comme des obstacles. Pour ce qui est du marketing, 42 % des femmes sondées estiment qu'il s'agit d'un obstacle, contre 30 % des hommes. Quant aux préjugés, ils sont vus comme un obstacle par 17 % des femmes, contre 8 % des hommes. Malgré cela, la majorité des femmes et des hommes ne considèrent pas ces deux facteurs comme des obstacles majeurs pour leur MPME. Toutefois, la légère différence entre les opinions des femmes et des hommes sur ces facteurs demeure statistiquement significative et pourrait s'avérer plus prononcée dans une étude de plus grande envergure.

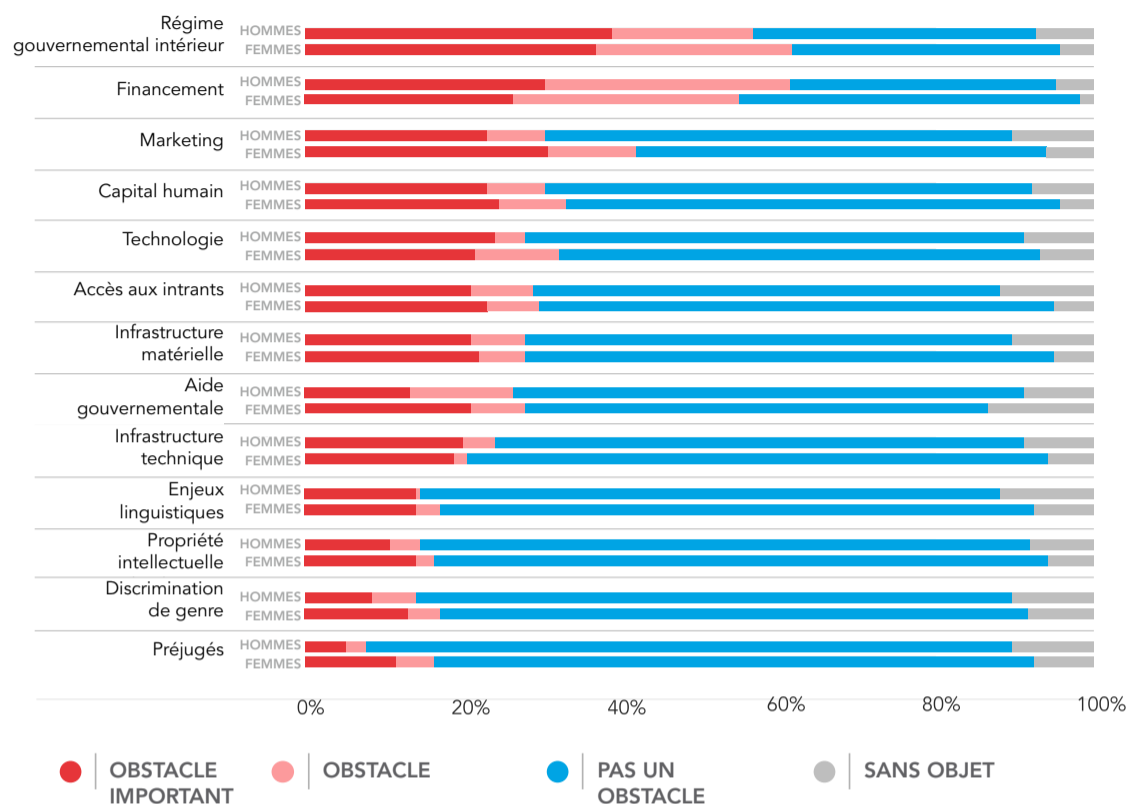
---

<sup>56</sup> Idem.

<sup>57</sup> Global Entrepreneurship Monitor, « 2018/2019 Global Report », Londres, Royaume-Uni, GEM, 2019.

FIGURE 7. Perception des obstacles, données désagrégées selon le genre

Question 9.1: Quels sont les obstacles à la réussite générale de votre entreprise?



Voir le tableau de données correspondant dans l'annexe

Enfin, la désagrégation des points de vue des répondants selon l'âge révèle une différence considérable entre les obstacles perçus par les jeunes entrepreneurs et leurs aînés. Le régime gouvernemental intérieur, par exemple, est un obstacle pour un moins grand nombre de jeunes entrepreneurs (49 % de ces répondants) que d'entrepreneurs plus âgés (62 % de ce groupe). Il en est de même pour le financement, vu comme un obstacle par 47 % des jeunes entrepreneurs et 61 % des entrepreneurs plus âgés.

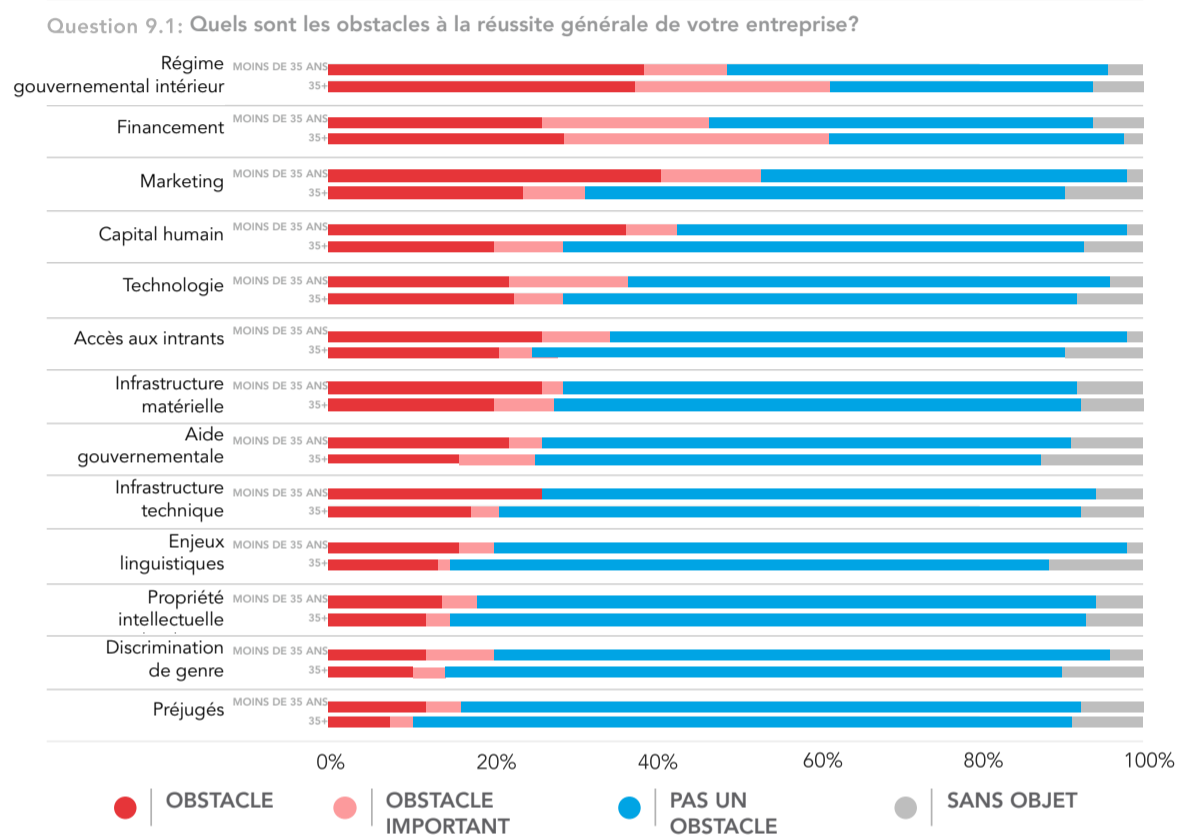
Un nombre légèrement plus élevé de répondants âgés que de jeunes voient chacun de ces deux facteurs comme un obstacle important. Près du quart (24 %) des entrepreneurs plus âgés estiment que le régime gouvernemental intérieur représente un obstacle important, contre seulement 10 % des jeunes répondants. Le financement, lui, est vu comme un obstacle important par 32 % des entrepreneurs plus âgés, contre 20 % des jeunes participants.

Une proportion plus grande de jeunes entrepreneurs que d'entrepreneurs plus âgés estiment que les autres facteurs font obstacle à la réussite de leur entreprise. Les plus grands écarts de perception des obstacles sont relevés en ce qui a trait au marketing, au capital humain, à l'aide gouvernementale et aux enjeux linguistiques. En ce qui a trait au marketing, 53 % des jeunes entrepreneurs voient ce facteur comme un obstacle, comparativement à 32 % des entrepreneurs plus âgés. Le capital



humain est vu comme un obstacle par 43 % des jeunes répondants, contre 29 % des répondants plus âgés. L'aide gouvernementale est un obstacle perçu par 34 % des jeunes entrepreneurs, contre 26 % des répondants plus âgés. Enfin, 20 % des jeunes entrepreneurs mentionnent les enjeux linguistiques, signalés par 15 % des répondants plus âgés.

**FIGURE 8. Perception des obstacles, données désagrégées selon l'âge**



Voir le tableau de données correspondant dans l'annexe

De légères différences statistiques sont relevées entre les points de vue des jeunes entrepreneurs et des entrepreneurs plus âgés sur les obstacles financiers, de marketing et linguistiques. Bien qu'aucune différence statistiquement significative ne ressorte de l'analyse des autres facteurs, les légers écarts de perception pourraient révéler des tendances générationnelles intéressantes à analyser dans le cadre d'études plus poussées.

### CROISSANCE ET ENVIRONNEMENT : LA DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE, UNE PRIORITÉ POUR LES MPME

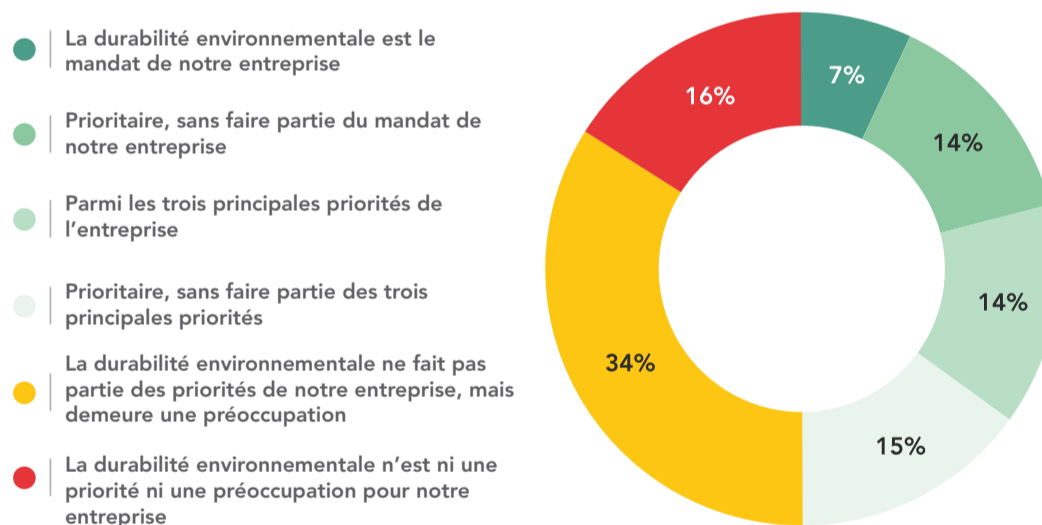
Outre les obstacles qui entravent leur croissance, les MPME se préoccupent de plus en plus de la durabilité de leurs activités commerciales. En 2018, le Pérou a adopté sa loi-cadre sur les changements climatiques (loi n° 30754). La loi établit l'approche intergénérationnelle du Pérou, de même que des mesures d'atténuation et d'adaptation face aux changements climatiques qui visent à réduire la vulnérabilité du pays aux changements climatiques, à tirer parti des occasions de croissance à

faibles émissions de carbone et à respecter ses engagements internationaux en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques<sup>58</sup>. Les changements climatiques et la durabilité environnementale font en outre l'objet de six autres lois et de neuf politiques nationales au Pérou<sup>59</sup>.

Parmi les personnes interrogées, 84 % affirment que la durabilité environnementale est une priorité ou une préoccupation pour leur MPME. Un examen plus approfondi révèle que la moitié des entrepreneurs interrogés déclarent que la durabilité environnementale fait partie des priorités de leur entreprise, qu'il s'agisse de leur mandat fondamental, de leur priorité absolue, de l'une des trois priorités de leur entreprise ou d'une priorité générale. Par ailleurs, le tiers des personnes interrogées (34 %) affirment que la durabilité environnementale ne fait pas partie des priorités de leur entreprise, mais demeure une préoccupation.

#### FIGURE 9. Points de vue sur la durabilité environnementale

Question 6.1: Dans quelle mesure la durabilité de l'environnement est-elle une préoccupation pour votre entreprise?



Ces résultats concordent avec les points de vue des répondants sur les répercussions des changements climatiques sur leur industrie<sup>60</sup>. En effet, trois quarts des personnes interrogées (76 %) croient que les changements climatiques auront une incidence sur leur industrie. La ventilation de ces résultats révèle que 34 % des répondants croient que les changements climatiques auront des répercussions considérables, tandis que 42 % estiment qu'ils auront de légères répercussions.

<sup>58</sup> London School of Economics and Political Science, « Peru – Framework Law no 30754 on Climate Change », Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, LSE, 2020. <https://climate-laws.org/cclow/geographies/peru/laws/framework-law-no-30754-on-climate-change>.

<sup>59</sup> London School of Economics and Political Science, « Peru – Climate Laws », Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, LSE, 2020. <https://climate-laws.org/cclow/geographies/peru>.

<sup>60</sup> Tiré des réponses à la question 6.3 : Dans quelle mesure pensez-vous que les changements climatiques auront des répercussions sur votre entreprise ou votre secteur d'activité?

Parmi les répondants qui estiment que les changements climatiques auront des répercussions considérables sur leur MPME, environ le tiers (32 %) œuvrent dans le secteur de la vente de gros et de détail, tandis que 9 % représentent le secteur manufacturier. Il est important de signaler que la majorité des personnes interrogées travaillent dans l'un ou l'autre de ces deux secteurs, ce qui donne un poids démesuré à ces MPME. Cette prépondérance est cependant normale dans les circonstances, puisque ces deux secteurs représentent la majeure partie des activités des MPME enregistrées au Pérou.

Par ailleurs, la plupart des personnes interrogées (64 %) se disent « très disposées » à intégrer des pratiques de durabilité environnementale dans la stratégie ou les activités de leur entreprise<sup>61</sup>. En outre, près du quart des répondants (24 %) se disent « quelque peu disposés » à le faire.

De plus, une analyse statistique révèle une corrélation positive entre cette variable et la taille de l'entreprise. Plus les entreprises prennent de l'envergure (de micro à petite entreprise), plus les répondants se montrent disposés à intégrer la durabilité environnementale dans leur modèle d'entreprise. À titre d'exemple, la moitié des microentreprises se disent « très disposées » à adopter des pratiques de durabilité environnementale, ce qu'affirment deux tiers des petites entreprises. Et tandis que 31 % des microentreprises sondées affirment être « quelque peu disposées » à intégrer ce type de pratiques, 23 % des petites entreprises déclarent la même chose.

Une ventilation plus poussée par secteur d'activité révèle que près du tiers des entreprises interrogées qui donnent priorité à la durabilité environnementale<sup>62</sup> œuvrent dans le secteur de la vente de gros et de détail (31 % de ce sous-groupe). Au deuxième rang des secteurs qui donnent priorité à la durabilité environnementale figure le secteur manufacturier (12 % de ce sous-groupe), suivi de celui de l'hébergement et des services alimentaires (10 % de ce sous-groupe)<sup>63</sup>.

En général, après ventilation selon le genre et l'âge, les points de vue des répondants sur la durabilité environnementale se ressemblent. Parmi les femmes interrogées, 82 % estiment que la durabilité environnementale fait partie des priorités ou des

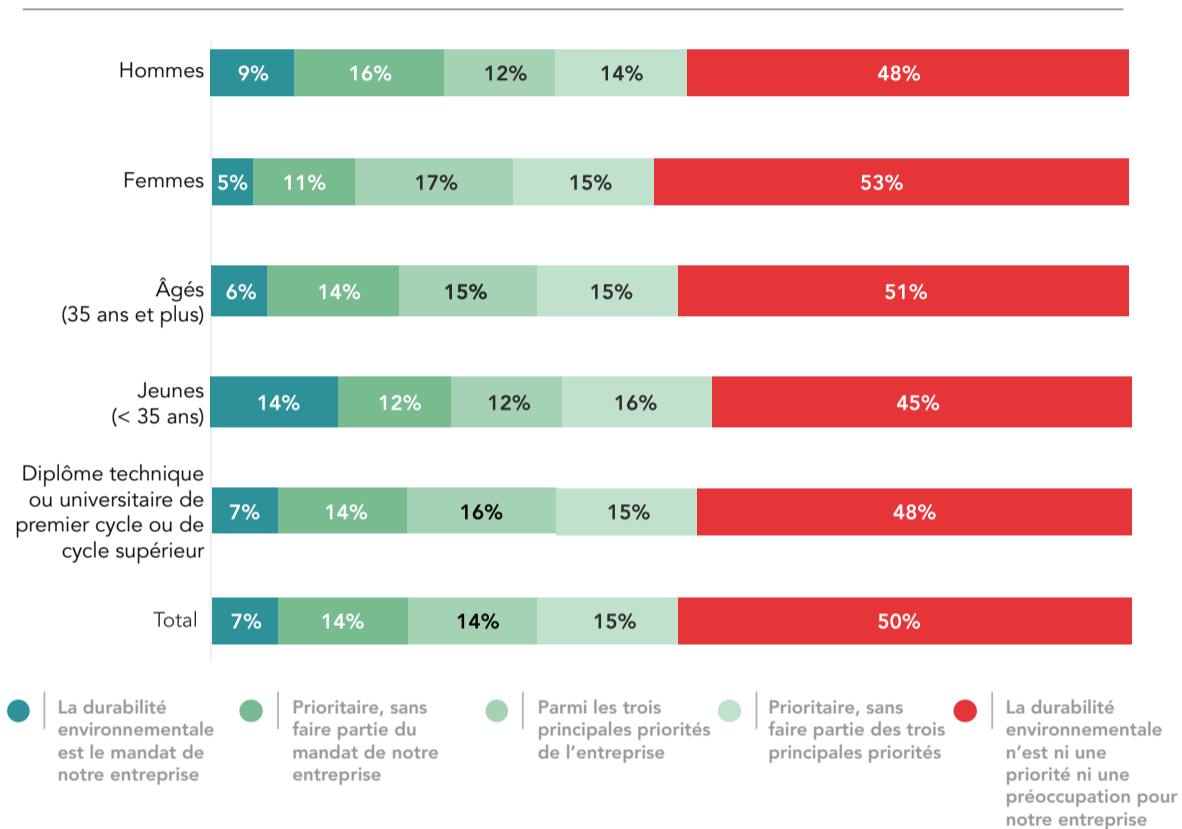
<sup>61</sup> Tiré des réponses à la question 6.2 : En tenant compte des possibilités et de la formation nécessaire, dans quelle mesure votre entreprise est-elle disposée à intégrer la durabilité de l'environnement dans sa stratégie ou ses activités commerciales?

<sup>62</sup> Il s'agit des entreprises interrogées qui ont indiqué que la durabilité environnementale est soit le mandat de leur entreprise, la priorité absolue, une des trois priorités ou une priorité générale de leur MPME.

<sup>63</sup> Voir le tableau des données en annexe.

préoccupations de leur MPME, tandis que 86 % des hommes affirment la même chose. De même, 90 % des jeunes entrepreneurs et 83 % des entrepreneurs plus âgés incluent également la durabilité environnementale au nombre de leurs priorités ou préoccupations.

FIGURE 10. Points de vue sur la durabilité environnementale, données désagrégées selon le genre, l'âge et le degré de scolarité



## ACCÈS DES MPME AUX SERVICES DE SOUTIEN ET PERCEPTION DE CES SERVICES

Le Pérou offre une grande variété de services et de programmes de soutien aux MPME, allant de réseaux d'entrepreneuriat comme Kunan à des initiatives gouvernementales comme Innovate Peru<sup>64</sup>.

Près de la moitié des personnes interrogées (48 %) déclarent avoir déjà fait appel à des services de soutien sous une forme ou un autre. Le service le plus couramment employé est la recherche de renseignements sur le marché (24 % des répondants) qui aident les entrepreneurs à estimer la demande pour le produit ou le service de leur entreprise dans le marché. Viennent ensuite les services de conseil aux entreprises en personne (16 %), qui englobent entre autres le tutorat et les conseils

<sup>64</sup> Dans un rapport rédigé par Kunan pour le Projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises, intitulé *The Existing Landscape of Social Entrepreneurship in Peru* (paysage actuel de l'entrepreneuriat social au Pérou), une annexe détaillée recense les programmes de soutien offerts aux MPME du Pérou.

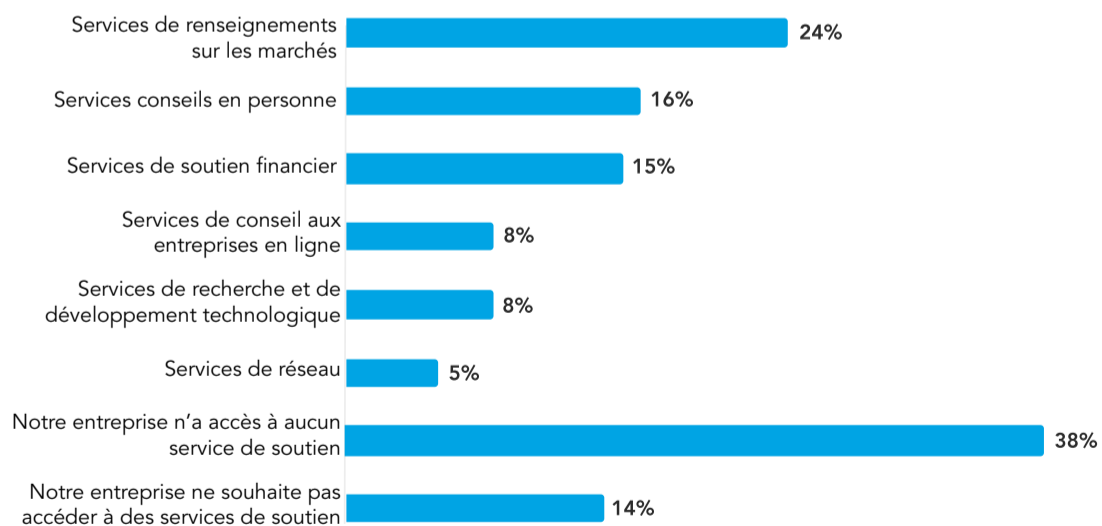
sur la stratégie d'entreprise. Au troisième rang des services les plus mentionnés figurent les services de soutien financier (15 %), qui comprennent les options de financement des MPME et les services-conseils sur la recherche de financement.

Une proportion significative (38 %) des personnes interrogées affirment que leur entreprise n'a accès à aucun service de soutien. Au sein de ce groupe, plus de la moitié sont des femmes (56 % de ce sous-groupe). En outre, 45 % de toutes les femmes interrogées déclarent que leur MPME n'a pas accès aux services de soutien, tandis qu'à peine 16 % des hommes affirment la même chose. D'après ces résultats, il semble que les femmes entrepreneures ont plus de difficulté à obtenir ce type de services que leurs homologues masculins<sup>65</sup>, un écart qui n'apparaît pas quand les réponses sont ventilées selon l'âge, puisqu'une proportion similaire de jeunes entrepreneurs et de répondants plus âgés déclarent n'avoir aucun accès aux services de soutien : 39 % dans le cas des entrepreneurs plus âgés et 37 % dans le cas des jeunes entrepreneurs.

Enfin, 14 % des répondants au sondage disent ne pas vouloir de services de soutien. Cette indifférence se remarque également chez les hommes et les femmes, de même que chez les jeunes entrepreneurs et les plus âgés (14 % des répondants dans chaque groupe).

### FIGURE 11. Accès aux services de soutien

Question 8.1 : Auxquels des services de soutien suivants votre entreprise a-t-elle accès? Sélectionnez tous les services qui s'appliquent.



<sup>65</sup> Ce résultat n'est cependant pas statistiquement significatif.

Après avoir interrogé les répondants sur les services de soutien en général, on leur a demandé leur opinion sur certains programmes de soutien et certaines politiques sociales et initiatives gouvernementales destinés aux MPME péruviennes. À la question de savoir si le manque de services de soutien gouvernementaux entravait la croissance de leur MPME, plus du quart des personnes interrogées (27 %) ont répondu que c'était effectivement un obstacle. Le tableau 2 présente les services que les répondants devaient évaluer et leur perception de chacune de ces options.

**TABEAU 2.** Perceptions des programmes, institutions et initiatives de soutien aux MPME

Question 8.2 : Veuillez indiquer les effets des programmes, des politiques sociales et des initiatives gouvernementales suivants sur votre entreprise.

Programmes et initiatives de soutien pour MPME	Effets positifs	Aucun effet	Effets négatifs	Ne me concerne pas	Pas au courant
Emprendedor Peruano (entrepreneur péruvien)	64	22	2	45	117
Innovate Peru	62	42	1	47	98
Centros para el Desarrollo Empresarial (centres de développement des entreprises)	56	44	2	49	99
COFIDE (Corporación Peruana para el Desarrollo)	53	51	6	65	75
Programmes de promotion de l'exportation (missions commerciales, marketing)	46	20	4	56	124
Mesures d'incitation fiscale pour la recherche et développement	38	20	3	55	134
Fonds CRECER	34	21	4	55	136
Programmes de soutien à l'entrepreneuriat (capital de départ, incubation)	31	23	2	56	138
FONDECYT (programme de soutien à la science, à la technologie et à l'innovation technologique)	30	28	5	57	130
Services technologiques des CITE (centres pour l'innovation productive et le transfert de technologie)	29	30	1	49	141
Programmes d'assistance technique pour l'adoption de technologies et la gestion d'entreprise (CITE, missions et consultants technologiques, aide technique, FINCyT, etc.)	24	27	1	58	140
StartUp Peru	21	33	6	64	126
Produce Virtual	20	24	3	64	139
Kit Digital	14	27	3	59	147

Les institutions et les programmes les mieux connus des répondants<sup>66</sup> sont la banque de développement du Pérou (COFIDE) (70 % des répondants connaissent cette institution) et trois programmes du ministère de la Production, soit Innovate Peru (61 %), les centres de développement des entreprises (60 %) et la plateforme Peruvian Entrepreneur (53 %).

La COFIDE, la banque de développement du Pérou, fournit du financement et de l'aide au développement aux micro et petites entreprises. Elle est surtout connue pour le FONDEMI, son fonds de développement des microentreprises, et ses centres de développement des entreprises de Lima et de Tarapoto, qui offrent des conférences virtuelles, des cours en ligne et des cliniques de conseils aux entreprises<sup>67</sup>.

Innovate Peru, le programme national d'innovation pour la compétitivité et la productivité, est un programme du ministère de la Production qui vise à stimuler l'innovation dans les entreprises et à faciliter leur adaptation aux technologies. Il fournit du financement aux entreprises au moyen de concours nationaux et de divers fonds, comme le Fondo MIPYME et le FOMITEC (fonds de recherche et développement pour la compétitivité)<sup>68</sup>.

Les centres de développement des entreprises, également exploités par le ministère de la Production (PRODUCE), sont des centres physiques où les micro et petites entreprises peuvent obtenir des services de soutien gratuits. Exploités en collaboration par le PRODUCE et *Tu Empresa* (ton entreprise), ces centres proposent des conseils et des services de gestion d'entreprise et d'officialisation des MPME informelles. Leurs services se veulent complémentaires à ceux des centres pour l'innovation productive et le transfert de technologie (CITE), qui offrent du soutien technologique aux MPME.

Enfin, Peruvian Entrepreneur est une plateforme virtuelle, également mise en place par le ministère de la Production, qui offre aux entrepreneurs des services de développement des affaires au moyen de cours en ligne gratuits et de formation en personne<sup>69</sup>. Conçus pour promouvoir et accroître la compétitivité des MPME, ces

<sup>66</sup> Soit les programmes, les politiques sociales et les initiatives gouvernementales que plus de la moitié des personnes interrogées affirment connaître.

<sup>67</sup> COFIDE, « Productos y Servicios », COFIDE, 2016. <https://www.cofide.com.pe/COFIDE/productos>.

<sup>68</sup> Ministerio de la Produccion, « Historia – Innovate Peru », Ministerio de la Produccion, 2020. <https://www.innovateperu.gob.pe/quienes-somos/historia>.

<sup>69</sup> Ministerio de la Produccion, « Emprendedor Peruano », Ministerio de la Produccion, 2020. <https://emprendedorperuano.produce.gob.pe/Home/AcercaDe>.

cours enseignent aux entrepreneurs comment gérer une entreprise compétitive, responsable et durable.

Parmi ces quatre initiatives, Peruvian Entrepreneur recueille l'évaluation la plus favorable de la part de ses utilisateurs. Pas moins de 73 % des entrepreneurs interrogés qui ont utilisé ce programme<sup>70</sup> affirment qu'il a eu des effets positifs sur leur entreprise. Dans le cas d'Innovate Peru, 59 % des entrepreneurs qui ont utilisé ce programme déclarent qu'il a eu des effets des effets positifs sur leur MPME, tandis que 55 % des personnes qui ont eu recours aux services des centres de développement des entreprises affirment la même chose. Enfin, 48 % des répondants qui ont eu recours aux services de la COFIDE estiment qu'ils ont eu des effets positifs sur leur entreprise.

Les résultats désagrégés selon le genre et l'âge révèlent peu de différences d'opinions entre les femmes et les hommes, ou entre les répondants plus jeunes et plus âgés, à l'égard de ces programmes. Dans le cas de Peruvian Entrepreneur, 71 % des utilisatrices et 76 % des utilisateurs trouvent que cette initiative a eu des effets positifs sur leur entreprise. C'est également ce que disent 60 % des jeunes utilisateurs et 76 % des utilisateurs plus âgés.

Innovate Peru aurait eu des effets positifs selon 60 % des femmes et 57 % des hommes qui ont eu recours à ce programme, et selon 55 % des jeunes entrepreneurs et 59 % des entrepreneurs plus âgés.

Dans le cas des centres de développement des entreprises, 58 % des utilisatrices et 52 % des utilisateurs trouvent que cette initiative a eu des effets positifs sur leur entreprise. Elle a également eu des effets positifs pour 45 % des jeunes utilisateurs et 56 % des utilisateurs plus âgés.

Enfin, 48 % des femmes et 49 % des hommes qui ont eu recours à la COFIDE estiment en avoir retiré des effets positifs, tandis que 47 % des jeunes entrepreneurs et 48 % des plus âgés qui y ont recouru affirment la même chose.

---

<sup>70</sup> Les pourcentages mentionnés dans ce paragraphe excluent les répondants qui ont déclaré ne pas être au courant de l'initiative ou qu'elle ne les concernait pas.



TABLEAU 3. Utilisation de différentes initiatives de soutien, données désagrégées selon le **genre** et l'**âge**

Remarque : Ces données excluent les répondants qui n'étaient pas au courant de l'initiative ou ont déclaré qu'elle ne les concernait pas.

Programmes et initiatives de soutien aux MPME	Femmes entrepreneurs	Hommes entrepreneurs	Jeunes entrepreneurs	Entrepreneurs plus âgés
<b>Innovate Peru</b>	<b>58</b> (48 % des femmes sondées)	<b>47</b> (37 % des hommes sondés)	<b>20</b> (41 % des jeunes entrepreneurs sondés)	<b>84</b> (42 % des entrepreneurs âgés sondés)
<b>Emprendedor Peruano (entrepreneur péruvien)</b>	<b>45</b> (37 % des femmes sondées)	<b>42</b> (33 % des hommes sondés)	<b>20</b> (41 % des jeunes entrepreneurs sondés)	<b>67</b> (34 % des entrepreneurs âgés sondés)
<b>COFIDE (Corporación Peruana para el Desarrollo)</b>	<b>56</b> (46 % des femmes sondées)	<b>53</b> (41 % des hommes sondés)	<b>19</b> (39 % des jeunes entrepreneurs sondés)	<b>87</b> (44 % des entrepreneurs âgés sondés)
<b>Centros para el Desarrollo Empresarial (centres de développement des entreprises)</b>	<b>55</b> (45 % des femmes sondées)	<b>46</b> (36 % des hommes sondés)	<b>20</b> (41 % des jeunes entrepreneurs sondés)	<b>80</b> (40 % des entrepreneurs âgés sondés)
<b>Kit Digital</b>	<b>28</b> (23 % des femmes sondées)	<b>16</b> (13 % des hommes sondés)	<b>11</b> (22 % des jeunes entrepreneurs sondés)	<b>35</b> (18 % des entrepreneurs âgés sondés)
<b>CITE</b>	<b>37</b> (31 % des femmes sondées)	<b>23</b> (18 % des hommes sondés)	<b>13</b> (26 % des jeunes entrepreneurs sondés)	<b>47</b> (24 % des entrepreneurs âgés sondés)
<b>Produce Virtual</b>	<b>29</b> (24 % des femmes sondées)	<b>18</b> (14 % des hommes sondés)	<b>8</b> (16 % des jeunes entrepreneurs sondés)	<b>38</b> (19 % des entrepreneurs âgés sondés)

Les autres initiatives mentionnées dans le sondage demeurent inconnues d'au moins la moitié des personnes interrogées. La moins connue est le Kit Digital, une plateforme en ligne créée par le ministère de la Production pour offrir aux MPME des ressources numériques et des cours de gestion d'entreprise<sup>71</sup>. Pas moins de 59 % des personnes interrogées affirment ne pas être au courant de cette initiative.

Plus de la moitié des répondants au sondage ignorent également l'existence des services techniques des CITE<sup>72</sup> et de Produce Virtual<sup>73</sup>, la plateforme du ministère de la Production où les MPME peuvent accéder à ses applications et services.

Globalement, ces résultats montrent que bon nombre d'entrepreneurs ignorent

71 Ministerio de la Produccion, « Kit Digital », Ministerio de la Produccion, 2020. <http://www.kitdigital.pe/>.

72 Instituto Tecnológico de la Produccion, « ¿Qué es un CITE? », Instituto Tecnológico de la Produccion, 2020. <https://www.itp.gob.pe/nuestros-cite/>.

73 Ministerio de la Produccion, « Desde hoy empresas pueden tramitar autorización para reanudar actividades vía la plataforma Produce Virtual », Ministerio de la Produccion, 2020. <https://www.gob.pe/institucion/produce/noticias/151058-desde-hoy-empresas-pueden-tramitar-autorizacion-para-reanudar-actividades-via-la-plataforma-produce-virtual>.

toujours l'existence de services en ligne et de nouvelles technologies dont pourrait bénéficier leur MPME, un signe peut-être révélateur d'inégalités d'accès à ces services.

Les femmes et les hommes qui ont accédé au Kit Digital, à Produce Virtual et aux services techniques des CITE ont des opinions semblables quant à l'incidence de ces services sur leur MPME. Fait intéressant, pour chacune de ces options, les hommes entrepreneurs sont statistiquement plus portés à affirmer que l'initiative en question ne concerne pas leur entreprise.

Il est important de signaler que la majorité des personnes interrogées, hommes comme femmes, déclarent ne pas être au courant de ces initiatives ou qu'elles ne les concernent pas. Ces résultats révèlent tout de même une différence de perception entre les femmes et les hommes qui pourrait s'avérer plus prononcée dans une étude de plus grande envergure.

Les jeunes entrepreneurs et leurs aînés ont généralement des points de vue semblables sur ces trois initiatives, sauf en ce qui concerne le Kit Digital, dont 9 % des jeunes utilisateurs affirment avoir tiré des effets positifs, contre 34 % des utilisateurs plus âgés. Cette différence n'est cependant pas statistiquement significative dans cet échantillon.

## Section 3 : Occasions et défis pour l'entrepreneuriat social

Les MPME du Pérou manifestent un intérêt sans cesse grandissant pour l'entrepreneuriat social. Parallèlement, l'écosystème de l'entrepreneuriat social se développe pour soutenir les aspirants entrepreneurs désireux de démarrer une entreprise sociale. Certains acteurs clés, comme Kunan et NESsT, servent de pôle pour cet écosystème en nourrissant des réseaux d'entreprises sociales comme le [Kunan Network](#). Toutefois, s'il existe des lois pour aider les MPME, il n'existe aucune mesure équivalente destinée aux entreprises sociales. Qui plus est, *Perú Responsable*, le principal programme appuyé par le Pérou pour promouvoir la responsabilité sociale des entreprises, a pris fin au début de 2020<sup>74</sup>.

Bien que les statistiques nationales ne se soient jamais penchées sur les entreprises sociales, des études préliminaires ont évalué le paysage de l'entrepreneuriat social au Pérou. Le *Reporte Sobre el Estado del Emprendimiento Social y Ambiental en el Perú* (rapport sur l'état de l'entrepreneuriat social et environnemental au Pérou), paru en 2019, est le premier rapport à dresser un portrait exhaustif de l'entrepreneuriat social et environnemental dans l'économie<sup>75</sup>. Comme le soutiennent les auteurs du rapport, les entreprises sociales affrontent des défis particuliers en plus de ceux que doivent relever toutes les MPME, notamment la confusion qui règne toujours à propos de la définition de l'entrepreneuriat social<sup>76</sup>.

La présente section examine les occasions et les défis que perçoivent les répondants au sondage intéressés par l'entrepreneuriat social. Cette section aborde notamment les questions suivantes :

1. Ce que signifie l'entrepreneuriat social pour les répondants;
2. Comment les répondants définissent la réussite de ce type d'entrepreneuriat;
3. Comment les répondants envisagent le changement d'échelle de leur entreprise sociale;

74 Andina, « Gobierno aprueba la reestructuración del programa Trabaja Perú », Andina, 2020. <https://andina.pe/agencia/noticia-gobierno-aprueba-reestructuracion-del-programa-trabaja-peru-781740.aspx>; El Peruano, « Decreto Supremo que aprueba la reestructuración del Programa para la Generación de Empleo Social Inclusivo "Trabaja Perú" y declara la extinción del Programa "Perú Responsable" », El Peruano, 2020. <https://busquedas.elperuano.pe/normaslegales/decreto-supremo-que-aprueba-la-reestructuracion-del-programa-decre-to-supremo-n-004-2020-tr-1846653-2/>.

75 Ce rapport a été rédigé par Kunan en collaboration avec La Universidad Científica del Sur, Innovate Peru, Insitum et NESsT.

76 Kunan Peru, « Reporte Sobre el Estado del Emprendimiento Social y Ambiental en el Perú », Lima, Pérou, Kunan Peru, 2019.

4. Les obstacles qui, selon les répondants, font entrave à la croissance de leur entreprise;
5. La formation spécifique à l'entrepreneuriat social reçue par les répondants.

## PERCEPTIONS DE L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL

La littérature universitaire et d'entreprise donne diverses définitions à l'entrepreneuriat social. Toute définition devrait se fonder sur la connaissance qu'ont les entrepreneurs de ce concept, puisqu'elle illustre leur compréhension de l'entrepreneuriat social et de leur capacité à y prendre part. Comme le mentionne l'étude *The Existing Landscape of Social Entrepreneurship in Peru*, [TRADUCTION] « une mauvaise compréhension de la signification de l'entrepreneuriat social... empêche le grand public et les institutions, et même les entrepreneurs sociaux, de saisir son véritable potentiel et de proposer des initiatives, des programmes et des politiques visant à soutenir la croissance de ce secteur dans l'économie »<sup>77</sup>.

Aux fins du présent rapport, une entreprise sociale est une entreprise dont les objectifs sont principalement à caractère social et dont les excédents budgétaires sont en grande partie réinvestis dans l'entreprise à cette fin ou dans la collectivité, au contraire d'une entreprise motivée par la nécessité de maximiser le profit pour les actionnaires et les propriétaires. De son côté, Kunan décrit les entreprises sociales comme des organisations à but lucratif ou non lucratif dotées d'un modèle d'entreprise durable, qui contribuent à résoudre les problèmes sociaux et environnementaux qui touchent les populations vulnérables<sup>78</sup>. Globalement, ces deux définitions soulignent avec la même insistance la nécessité d'un mandat social fondamental. Kunan donne une définition légèrement différente en ce qu'elle met davantage l'accent sur la nécessité d'adopter un modèle d'entreprise durable pour exécuter ce mandat.

Au sein de la population sondée, la définition la plus courante d'une entreprise sociale (mentionnée par 32 % des répondants) fait référence à une entreprise à but lucratif qui exécute activement un mandat social. Ce point de vue est partagé

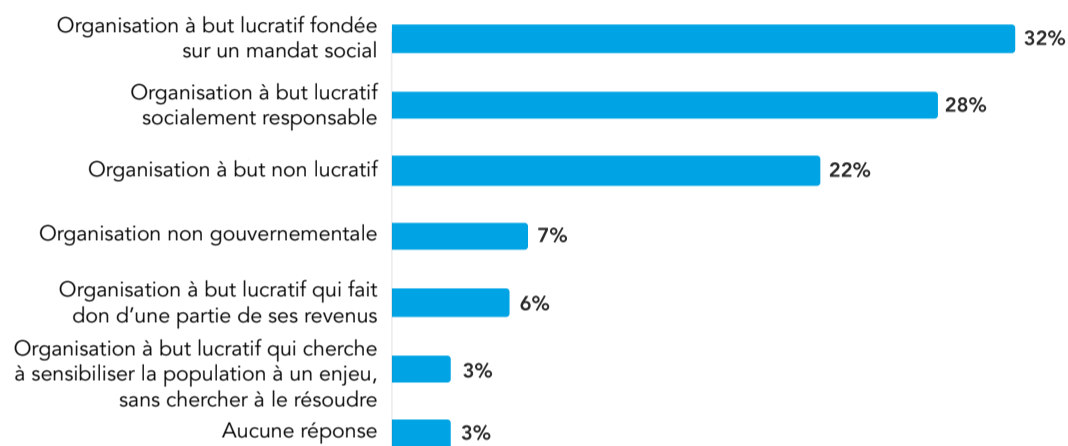
<sup>77</sup> Kunan Peru, « The Existing Landscape of Social Entrepreneurship in Peru », Vancouver, Canada, Kunan Peru, 2019, p. 10.

<sup>78</sup> Kunan Peru, « Reporte Sobre el Estado del Emprendimiento Social y Ambiental en el Perú », Lima, Pérou, Kunan Peru, 2019, p. 26-27.

à peu près également par la majorité des femmes et des hommes (respectivement 33 % et 30 %), ainsi que par les entrepreneurs plus âgés (33 % de ce groupe). En revanche, pour la majorité des jeunes entrepreneurs (31 %), une entreprise sociale est une organisation à but lucratif qui agit en général d'une manière socialement responsable. Dans l'ensemble, ces résultats indiquent que la plupart des personnes interrogées (60 %) estiment que les entreprises sociales sont des organisations à but lucratif comme les MPME.

## FIGURE 12. Définition d'une entreprise sociale d'après les répondants

Question 4.1: Parmi les définitions suivantes, quelle est celle qui correspond le mieux à votre perception d'une entreprise sociale?



Interrogées sur leur perception de leur MPME en tant qu'entreprise sociale, le tiers des personnes interrogées affirment qu'elles la considèrent effectivement comme une entreprise sociale ou une entreprise vouée à la résolution de problèmes sociaux (31 % des répondants). Le tableau 4, ci-dessous, ventile la composition de ce sous-groupe en fonction du genre et de l'âge.

TABLEAU 4. Profil démographique des entrepreneurs sociaux parmi les personnes interrogées

Tranche démographique	Nombre de répondants
Femmes	36
Hommes	42
Jeunes entrepreneurs	17
Entrepreneurs plus âgés	60
<b>Total des répondants qui se qualifient d'entrepreneurs sociaux</b>	<b>78</b>

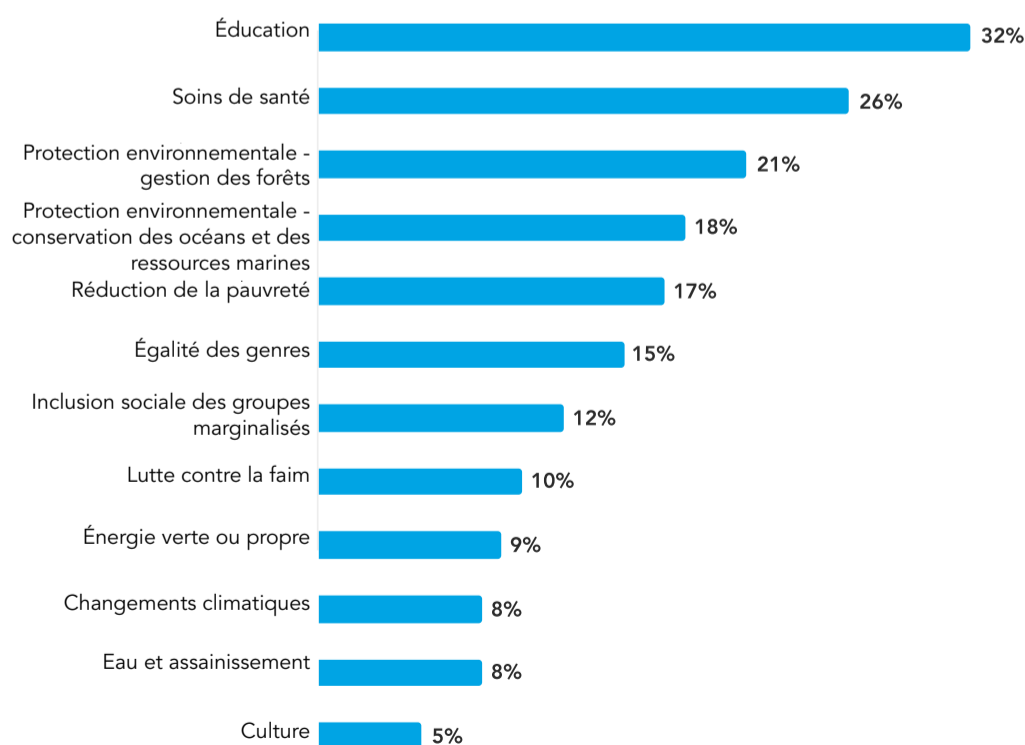
Ce sous-groupe comprend un nombre presque égal de femmes et d'hommes. La proportion de jeunes entrepreneurs et d'entrepreneurs plus âgés est également similaire : parmi la population sondée, 35 % des jeunes entrepreneurs considèrent leur entreprise comme une entreprise sociale et 30 % des entrepreneurs plus âgés affirment la même chose. À des fins de comparaison, signalons que le rapport de 2019 sur l'état de l'entrepreneuriat social et environnemental au Pérou révélait que 41 % des 161 entreprises sondées dans le cadre de l'étude étaient gérées par des femmes, tandis que 78 % étaient dirigées par de jeunes entrepreneurs de 18 à 39 ans<sup>79</sup>.

Interrogés sur les motifs qui les orientent vers ce type d'entrepreneuriat, les membres de ce groupe d'entrepreneurs sociaux ont répondu en majorité qu'ils souhaitent contribuer au bien social (32 % de ce sous-groupe)<sup>80</sup>. Parmi les autres facteurs de motivation mentionnés figurent le désir d'enregistrer une croissance à tous les niveaux (27 %), celui de contribuer à la croissance économique du Pérou (9 %), le besoin de susciter des changements sociaux (9 %) et la recherche de bien-être et de réalisation personnels (8 %).

Quant aux domaines de retombées visés par ces aspirants entrepreneurs sociaux, l'éducation vient en tête (mentionnée par 32 % du sous-groupe), suivie des soins de santé (26 %) et de la protection environnementale (21 % pour la gestion des forêts et 18 % pour la conservation des océans et des ressources marines).

### FIGURE 13. Mandat des entreprises qui se qualifient de sociales

Question 4.5: Dans quel(s) domaine(s) se trouvent les retombées voulues par votre entreprise? Sélectionnez tous les domaines qui s'appliquent.



<sup>79</sup> Idem, p 95.



Le Pérou compte plusieurs exemples remarquables de MPME qui ont réussi tout en redonnant à leurs collectivités. Prenons l'exemple de qAIRa.

L'entreprise est née du projet de thèse de Mme Abarca, qui consistait à fabriquer un drone muni de capteurs pour détecter le niveau de contamination de l'air. Aujourd'hui, les drones de qAIRa volent pour plusieurs clients, y compris le ministère de la Santé du Pérou et la municipalité de Surco. En 2017, qAIRa a reçu des honneurs bien mérités lors du sommet Seedstars, en Suisse, un grand concours international de jeunes entreprises d'économies émergentes, où Mme Abarca a remporté le prix de la meilleure entrepreneure<sup>82</sup>.

*qAIRa : une entreprise sociale qui s'emploie à numériser et à démocratiser l'information sur la qualité atmosphérique<sup>81</sup>. Fondée conjointement par Mónica Abarca et Carlos Saito, qAIRa fait appel à une technologie innovante et à des drones qu'elle a elle-même créés pour cartographier la qualité de l'air aux quatre coins du Pérou, dans le but de fournir à la population les outils dont elle a besoin pour agir en faveur des changements environnementaux.*



*Yaqua : une entreprise sociale fondée par Fernando Tamayo qui fournit de l'eau potable embouteillée aux collectivités rurales du Pérou. Yaqua investit ses dividendes et les profits tirés des ventes d'eau embouteillée dans des projets d'adduction d'eau destinés aux collectivités dépourvues d'accès à l'eau potable<sup>83</sup>.*

Mentionnons également le succès de Yaqua. Depuis 2013, année de sa fondation, l'entreprise a établi cinq projets d'adduction d'eau à Iquitos, à Amazonas, à Huancavelica, à Ayacucho et à Cajamarca, améliorant les conditions de vie de plus de 1 300 personnes. Yaqua travaille de concert avec les membres des collectivités afin de définir les besoins de chaque projet d'adduction d'eau et, une fois le projet terminé, l'entreprise désigne un collaborateur local responsable de la surveillance et de l'entretien de

l'installation<sup>84</sup>. Yaqua prévoit actuellement d'autres projets d'adduction d'eau à La Quinoa et à Chota. Parallèlement à ces projets, Yaqua a créé et breveté son propre filtre à eau, doté d'une forte capacité d'élimination des métaux, afin que les habitants des collectivités rurales puissent avoir accès à des sources d'eau décontaminées<sup>85</sup>.

81 qAIRa, « About Us », qAIRa, 2020. <https://www.qairadrones.com/index.php?r=site/nosotros>.

82 Seedstars, « Meet our 2017 Global Summit winners », qAIRa, 2017. <https://www.seedstars.com/magazine/meet-our-2017-global-summit-winners/>.

83 Yaqua, « Nosotros », Yaqua, 2018. <https://www.yaqua.pe/nosotros/>.

84 One Young World, « Yaqua », One Young World, 2020. <https://www.oneyoungworld.com/ambassadors/projects/yaqua>.

85 NESST, « NESST & Kiva Partner for Water Access in Peru », NESST, 2016. <https://www.nesst.org/nesst/blog/2016/11/08/nesst-kiva-yaqua>.

Dernier exemple de réussite : Lumni.  
En investissant dans des ententes de partage des revenus comme solution de remplacement aux prêts étudiants conventionnels, Lumni rend le financement accessible aux étudiants de tous les milieux tout en leur offrant une solide protection de remboursement, entre autres avantages<sup>87</sup>. Outre le Pérou, Lumni exerce ses activités dans quatre pays : le Chili, la Colombie, le Mexique et les États-Unis. L'organisme a reçu de nombreux prix, notamment le prix de l'entrepreneur social d'Amérique latine lors du Forum économique mondial de 2011.



*Lumni : une entreprise sociale fondée par Felipe Vergara qui finance les études de niveau universitaire. Lumni offre du financement au moyen d'ententes de partage des revenus, aux termes desquelles les étudiants s'engagent à rembourser leur prêt par le prélèvement d'un pourcentage fixe de leur futur salaire pour une durée déterminée<sup>86</sup>.*

## LA RÉUSSITE D'UN ENTREPRENEUR SOCIAL

Compte tenu des exemples d'entreprises sociales reconnues à l'échelle nationale et internationale, comment les entrepreneurs perçoivent-ils la réussite de ce type d'entreprise? Autrement dit, comment les répondants au sondage définissent-ils la réussite en matière d'entrepreneuriat social?

Jusqu'à maintenant, les entreprises sociales existantes ont établi les normes de la réussite dans leur domaine. Durant la journée de formation sur les MPME, la compétitivité et l'innovation sociale, organisée par la FAP Canada et Kunan Peru en septembre 2019, dans cadre du Projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises, le pôle d'entrepreneuriat social NESsT a mis en lumière les pratiques exemplaires d'entreprises sociales existantes, comme [Wasi Organics](#) et [Pietà](#). NESsT a relevé cinq caractéristiques communes aux entreprises sociales efficaces : des retombées sociales ou environnementales mesurables, un modèle évolutif et répliquable, la durabilité économique, la collaboration intersectorielle et une équipe engagée. Cette norme correspond à la définition de l'entrepreneuriat social donnée par Kunan et mentionnée ci-dessus, qui insiste sur la nécessité d'avoir un modèle d'entreprise durable et la capacité de mesurer les retombées sociales.

<sup>86</sup> Lumni, « Our Team », Lumni, 2020. <https://www.lumni.net/about-2/#dondetrabajamos>.

<sup>87</sup> American Enterprise Institute, « Investing in Value, Sharing Risk », Washington DC, États-Unis, AEI, 2014.



Les entrepreneurs sociaux interrogés dans le cadre du *Sondage 2020 auprès des entrepreneurs et des MPME au Pérou* donnent différentes définitions à la réussite dans le domaine de l'entrepreneuriat social. Les trois indices de réussite les plus souvent mentionnés par les répondants sont la réalisation de ses objectifs (21 % des répondants), l'engagement et le dévouement (19 %) et la satisfaction des utilisateurs ou des consommateurs (17 %).

TABLEAU 5. Définition de la réussite pour un entrepreneur social  
Question 4.4 : Comment définissez-vous la réussite de votre entreprise sociale?

Définition	Nombre de répondants
Réalisation des objectifs	16
Engagement et dévouement	15
Satisfaction des utilisateurs ou des consommateurs	13
Contribution favorable à la société	7
Créativité et innovation	7
Engagement envers l'environnement	7
Bonne gestion	6
Croissance des affaires	5
Climat de travail favorable	1
Respect de valeurs éthiques et morales	1
<b>Nombre total d'entrepreneurs sociaux parmi les répondants</b>	<b>78</b>

Les données désagrégées selon le genre révèlent généralement une compréhension semblable de la réussite d'une entreprise sociale chez les femmes et chez les hommes, à deux différences près. D'abord, un nombre plus élevé de femmes que d'hommes affirment que la réalisation des objectifs caractérise la réussite d'une entreprise sociale. Cette caractéristique définit la réussite pour 31 % des femmes, contre à peine 10 % des hommes. Ensuite, davantage d'hommes que de femmes estiment que l'engagement et le dévouement sont signe de réussite pour une entreprise sociale : c'est le cas de 24 % des hommes, contre 14 % des femmes.

Les différences sont plus marquées en fonction de l'âge. En effet, les jeunes entrepreneurs et leurs aînés se réfèrent à différents indices pour reconnaître la réussite des entreprises sociales. Pour les jeunes entrepreneurs, la réalisation des objectifs est le principal indice de réussite (35 % des jeunes entrepreneurs de ce sous-groupe), tandis que leurs aînés accordent plus d'importance à l'engagement et au dévouement (22 % des entrepreneurs plus âgés de ce sous-groupe).

## CHANGER L'ÉCHELLE DES RETOMBÉES DES ENTREPRISES SOCIALES

En plus du plan de croissance général de leur MPME, les entrepreneurs ont également des idées précises sur la façon dont ils souhaitent changer l'échelle des retombées de leur entreprise sociale. Le changement d'échelle peut être défini comme « le moyen le plus efficace et efficient de maximiser l'impact social d'une entreprise sociale, sur la base de son modèle opérationnel, afin de satisfaire la demande de produits et/ou services concernés »<sup>88</sup>. Il faut signaler que cette définition ne repose pas sur la croissance de l'entreprise sociale en soi, mais bien sur celle de ses retombées sociales.

La plupart des entrepreneurs sociaux sondés (85 % de ce sous-groupe) affirment avoir l'intention de changer l'échelle des retombées de leur entreprise sociale d'une façon ou d'une autre. C'est le cas de la majorité des femmes (86 % des femmes de ce sous-groupe) et des hommes (83 %), ainsi que des jeunes entrepreneurs (65 %) et des plus âgés (90 %).

Le plan le plus souvent invoqué par les répondants (30 % des répondants de ce sous-groupe) pour élargir les retombées de leur entreprise sociale consiste à établir leurs activités à l'échelle nationale. Ce plan recueille surtout la faveur des hommes et des entrepreneurs plus âgés. En deuxième lieu, les répondants mentionnent le changement d'échelle par la dissémination de connaissances au moyen de séances de formation ou d'ateliers (26 % des répondants de ce sous-groupe). Enfin, l'élargissement des activités actuelles de l'entreprise à l'échelle locale vient au troisième rang des plans envisagés pour changer l'échelle des entreprises sociales (mentionné par 24 % des répondants de ce sous-groupe).

<sup>88</sup> OCDE, « Synthèse sur le changement d'échelle et la maximisation de l'impact des entreprises sociales », Paris, France, OCDE, 2016, p. 4.

TABLEAU 6. Plans des entrepreneurs sociaux pour changer l'échelle de leurs retombées; données désagrégées selon le **genre** et l'**âge**

Question 4.7 : Comment prévoyez-vous changer l'échelle des retombées de votre entreprise sociale?

Sélectionnez tous les plans qui s'appliquent.

Plans de changement d'échelle	Femmes entrepreneurs	Hommes entrepreneurs	Jeunes entrepreneurs	Entrepreneurs plus âgés	Total des réponses
Établir des activités à l'échelle nationale	8	15	3	20	23
Disséminer les connaissances au moyen de formation ou d'ateliers	9	11	3	17	20
Élargir les activités actuelles à l'échelle locale	8	11	3	15	19
Aucune intention de changer d'échelle	5	7	6	6	12
Participer à de nouveaux partenariats avec des organisations et des associations	4	3	1	6	7
Vendre l'entreprise ou la fusionner avec une autre organisation ou entreprise	2	2	1	3	4
Établir de nouvelles succursales à l'étranger	1	1	0	2	2
<b>Total des réponses</b>	<b>89</b>				
<b>Nombre total d'entrepreneurs sociaux parmi les répondants</b>	<b>78</b>				

Il est reconnu que la croissance d'une entreprise sociale peut se faire au prix de son mandat. Les spécialistes ont inventé le terme « dérive de mission » pour décrire le défi particulier qui attend les entreprises sociales désireuses de trouver le juste milieu entre leur mandat social et le besoin de durabilité économique<sup>89</sup>. En général, les MPME tentent avant tout de générer des profits, mais les entreprises sociales cherchent également à atteindre un objectif social ou environnemental. Ces deux éléments peuvent s'opposer et une entreprise sociale qui accorde trop d'importance à la croissance risque de négliger son mandat social.

Interrogés sur le risque que l'expansion de leur entreprise sociale nuise à leur mandat, plus de la moitié (52 %) des répondants de ce sous-groupe affirment qu'effectivement, ce risque existe<sup>90</sup>. Parmi les entrepreneurs sociaux sondés, 38 % croient que la croissance de l'entreprise présente un « risque élevé » pour leur mandat, tandis que 14 % estiment qu'elle présente un « risque très élevé ». Toutefois, bien que la plupart des répondants admettent un certain niveau de

89 Virtue Ventures, « Mission Drift », Virtue Ventures, 2020. [http://www.4lenses.org/setypology/mission\\_drift](http://www.4lenses.org/setypology/mission_drift).

90 Tiré de la question 4.8 : Selon vous, la croissance de votre entreprise mettra-t-elle en péril le mandat social ou l'intention de départ de votre entreprise?

risque, un nombre considérable d'entrepreneurs sociaux (47 % des répondants de ce sous-groupe) ne croient pas que la croissance de leur MPME mette en péril son mandat social.

Les données désagrégées selon le genre révèlent que 64 % des femmes entrepreneures sociales estiment que la croissance de leur entreprise mettrait en péril son mandat. De leur côté, les hommes entrepreneurs sociaux affirment en majorité (57 % des hommes de ce sous-groupe) que la croissance ne risque pas de se faire au prix du mandat de leur entreprise. Cette différence d'opinions n'est pas statistiquement significative, mais pourrait révéler une tendance susceptible de s'accroître lors de futures recherches.

En revanche, les entrepreneurs des deux tranches d'âge conviennent en majorité que la croissance d'une entreprise présente un certain risque de dérive par rapport au mandat de l'entreprise (53 % des jeunes répondants et 52 % des répondants plus âgés de ce sous-groupe).

## OBSTACLES À LA CROISSANCE DES ENTREPRISES SOCIALES

En raison de la nature de leur travail, les entreprises sociales se butent à des obstacles particuliers dans le contexte général de la croissance des MPME. Comme nous l'avons vu, ces obstacles comprennent notamment l'absence de soutien destiné spécifiquement aux entreprises sociales, le manque de financement et les relations inexistantes entre les entreprises et les acteurs de l'écosystème de l'entrepreneuriat social. Le sondage demandait aux répondants d'évaluer l'incidence de quatre facteurs sur la croissance de leur entreprise : le régime gouvernemental intérieur, l'apathie du public, l'inertie de l'industrie et la quantification des retombées.

Dans la section ci-dessous, le terme « obstacle » fait référence aux facteurs que les répondants relèvent comme étant un obstacle important ou un obstacle à la réussite de leur entreprise sociale.

L'obstacle le plus fréquemment mentionné par les répondants est le régime gouvernemental intérieur. Près de la moitié des entrepreneurs sociaux sondés (45 %) estiment que l'État leur offre un soutien insuffisant pour leur permettre d'agir en faveur de l'enjeu social ou environnemental visé par leur entreprise. Effectivement, aucune politique gouvernementale péruvienne ne vise spécifiquement les entreprises sociales; ces entreprises sont plutôt amalgamées dans l'ensemble des MPME. Kunan soutient que [TRADUCTION] « en l'absence

d'un cadre légal pour répertorier les entreprises sociales, les entrepreneurs risquent d'adopter diverses structures juridiques qui ne répondent pas nécessairement à leurs besoins »<sup>91</sup>. Selon l'organisme, cette situation risque de réduire la compétitivité des entreprises sociales péruviennes et même de leur occasionner des coûts inutilement élevés.

Au deuxième rang des obstacles figure l'apathie du public (42 % des entrepreneurs sociaux sondés). Ce facteur englobe le manque de sensibilisation du public à l'enjeu social ou environnemental ciblé par l'entreprise sociale, ainsi que l'absence de volonté de sensibilisation. Signalons que ce facteur est qualifié d'obstacle important à la croissance des entreprises sociales plus souvent que tout autre facteur (22 % des répondants).

Les entrepreneurs sociaux sondés relèvent deux autres facteurs qui nuisent à la croissance de leur entreprise : l'inertie de l'industrie (38 %) et la quantification des retombées (32 %). L'inertie de l'industrie s'entend de l'incapacité ou du manque de volonté de résoudre un certain problème social ou environnemental au sein du secteur d'activité dans lequel s'inscrit l'entreprise sociale. La quantification des retombées s'entend de l'incapacité d'une entreprise sociale de mesurer ou de communiquer efficacement ses retombées sociales.

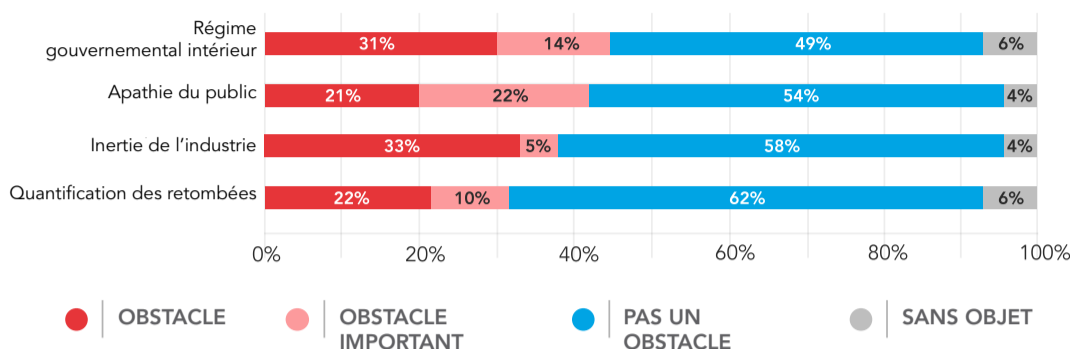
Dans l'ensemble, même si le régime gouvernemental intérieur et d'autres facteurs sont reconnus comme des obstacles à la réussite des entreprises sociales, la majorité des entrepreneurs sociaux sondés ne considèrent aucun de ces facteurs comme un obstacle. Cette constatation pourrait découler du grand nombre de répondants qui ont recours aux services de soutien destinés aux MPME. Plus de deux tiers (67 %) des entrepreneurs sociaux interrogés affirment avoir eu accès à une quelconque forme de services de soutien pour leur entreprise, tandis qu'à peine 27 % déclarent ne pas avoir accès à ce type de services<sup>92</sup>. Qui plus est, la proportion de répondants utilisateurs des services de soutien est plus élevée parmi les entreprises sociales que parmi les autres entreprises (67 % des entreprises sociales, contre 43 % des autres entreprises).

91 Kunan Peru, « The Existing Landscape of Social Entrepreneurship in Peru », Vancouver, Canada, Kunan Peru, 2019, p. 10.

92 Par ailleurs, 6 % des entrepreneurs sociaux interrogés déclarent ne pas souhaiter profiter de quelconques services de soutien. Tiré de la question 8.1 : Auxquels des services de soutien suivants votre entreprise a-t-elle accès?

FIGURE 14. Obstacles à la croissance des entreprises sociales

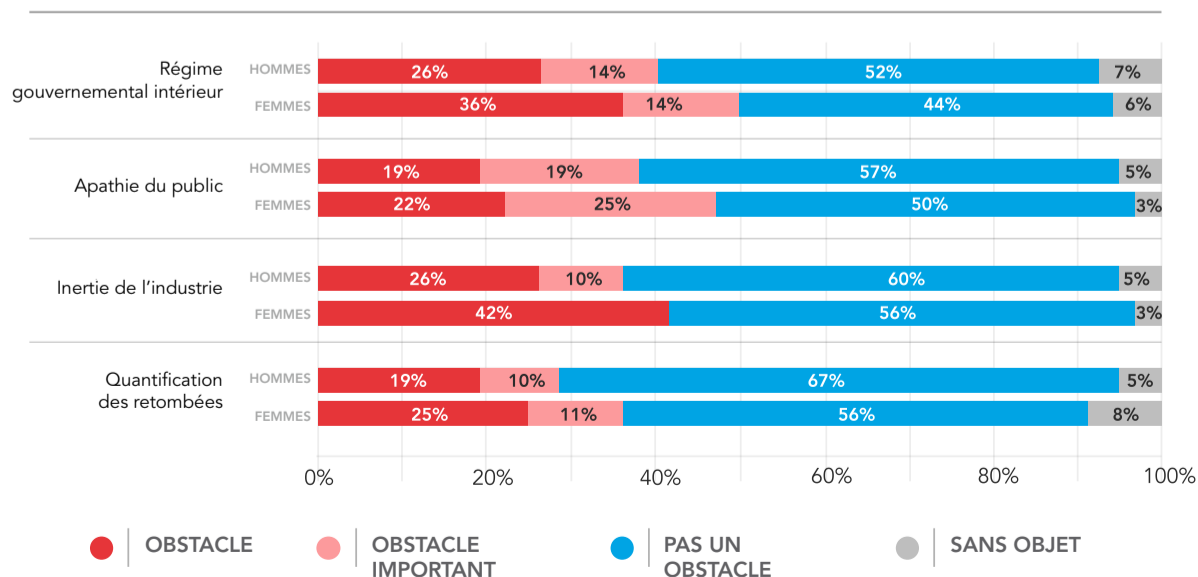
Question 9.2: Quels sont les obstacles à la réussite générale de votre entreprise?



Les données désagrégées selon le genre révèlent que les femmes, plus souvent que les hommes, perçoivent tous les facteurs proposés comme des obstacles à la réussite de leur entreprise sociale. En ce qui concerne le régime gouvernemental intérieur, la moitié des femmes entrepreneures sociales voient ce facteur comme un obstacle, contre 40 % des hommes entrepreneurs sociaux. L'apathie du public représente un obstacle pour 47 % des femmes, contre 38 % des hommes, tandis que 42 % des femmes voient l'inertie de l'industrie comme un obstacle, contre 36 % des hommes. Enfin, la difficulté de quantifier les retombées de leur entreprise sociale est un obstacle pour 36 % des femmes et 29 % des hommes.

Il faut signaler que la tendance générale se maintient dans les données désagrégées selon le genre : à l'exception du régime gouvernemental intérieur, la majorité des femmes comme des hommes ne voient aucun de ces facteurs comme un obstacle. Cependant, les différences descriptives entre les points de vue des femmes et des hommes ne sont pas statistiquement significatives dans cette étude. Elles pourraient toutefois signaler des tendances à analyser dans le cadre de futures études.

FIGURE 15. Perception des obstacles des entreprises sociales, données désagrégées selon le genre

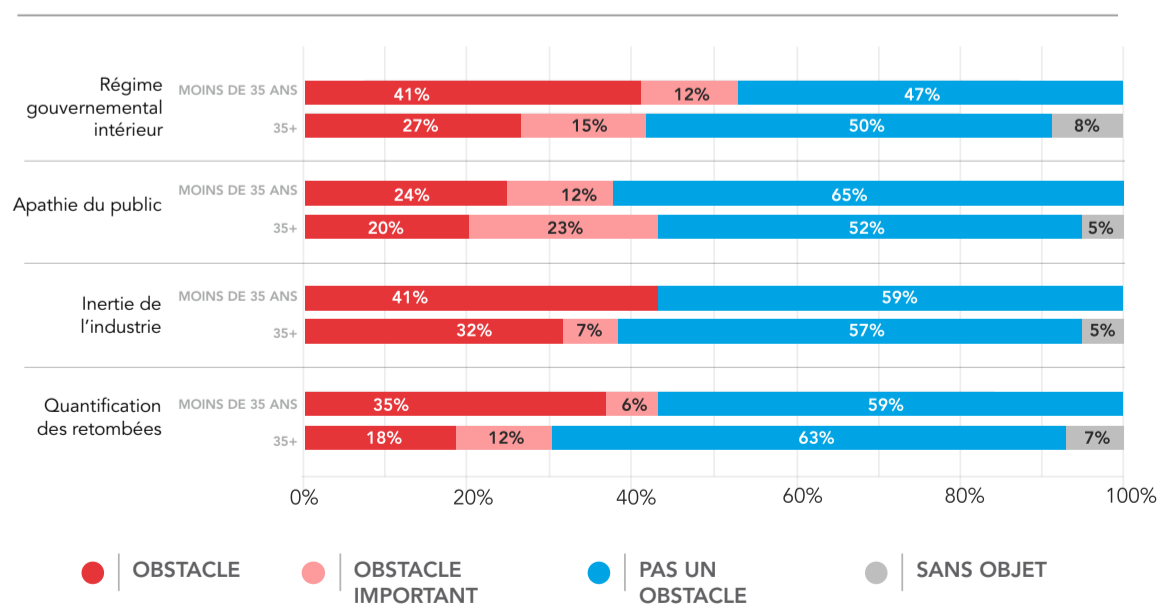


En se penchant sur les différences de points de vue entre les répondants plus jeunes et plus âgés, on remarque que les entrepreneurs plus âgés semblent se préoccuper davantage de l'incidence de l'apathie du public sur la réussite de leur entreprise, alors que les jeunes sont plus préoccupés par le régime gouvernemental intérieur. En ce qui a trait à l'apathie du public, 43 % des entrepreneurs plus âgés voient ce facteur comme un obstacle, comparativement à 36 % des jeunes entrepreneurs. Ce facteur est d'ailleurs le seul à être considéré comme un obstacle par une plus forte proportion d'entrepreneurs plus âgés que de jeunes. Pour ce qui est du régime gouvernemental intérieur, plus de la moitié des jeunes entrepreneurs (53 %) croient qu'il s'agit d'un obstacle, contre 42 % des entrepreneurs plus âgés.

L'incapacité de quantifier les retombées sociales de leur entreprise constitue un obstacle pour 41 % des jeunes entrepreneurs et pour 30 % de leurs aînés. Les entrepreneurs des deux tranches d'âge sont presque également portés à voir l'inertie de l'industrie comme un obstacle (41 % des jeunes entrepreneurs et 39 % des plus vieux).

Dans l'ensemble, il convient de signaler qu'au moins la moitié des femmes et des jeunes entrepreneurs estiment que le régime gouvernemental intérieur fait obstacle à leur entreprise sociale. Bien que la majorité des entrepreneurs sociaux sondés (55 %) affirment que ce facteur ne représente pas un obstacle, ce résultat montre que l'entrepreneuriat social souffre d'un manque de soutien gouvernemental qui touche sans doute les femmes et les jeunes entrepreneurs d'une manière disproportionnée au sein des personnes interrogées.

FIGURE 16. Perception des obstacles des entreprises sociales, données désagrégées selon l'âge



Le rapport *The Existing Landscape of Social Entrepreneurship in Peru* présente des études de cas qui illustrent les répercussions concrètes de ces obstacles et d'autres facteurs sur les entreprises sociales. Le tableau 7 résume ces études de cas et les difficultés particulières rencontrées par chacune de ces entreprises.

TABLEAU 7. Études de cas tirées du rapport *The Existing Landscape of Social Entrepreneurship in Peru*

Entreprise sociale	Taille de l'entreprise	Type de retombées	Secteur	Remarques
Burana	Micro	Sociales et culturelles; recherche de solutions à l'exclusion sociale des femmes emprisonnées et leur manque d'accès aux occasions de travailler dans la dignité	Fabrication	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Difficulté à accroître les ventes à l'étranger et les exportations</li> <li>• Aucune avenue pédagogique menant à une carrière d'entrepreneur</li> <li>• Manque d'éducation sur l'entrepreneuriat social</li> </ul>
Q'uma Chocolate	Micro	Économiques; aide à la croissance économique des cultivateurs de cacao de niveaux inférieurs	Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutien financier public obtenu d'organisations comme l'USAID, la PROMPERÚ et Emprende UP</li> <li>• La majeure partie des revenus provient des exportations vers les marchés développés</li> <li>• Le manque de sources de financement constantes et de rentabilité a nui à la durabilité de l'entreprise sociale</li> <li>• Il semble que le temps et l'attention consacrés au travail soient essentiels à la réussite d'une entreprise sociale (et qu'il serait donc préférable de démarrer une entreprise sociale quand on est jeune)</li> <li>• Au début, les plus grandes difficultés ont été de trouver les bons fournisseurs et de créer des liens de confiance</li> </ul>
EmpanaCombi	Petite	Sociales; recherche de solutions à l'exclusion des personnes ayant un handicap physique, sensoriel ou cognitif dans le marché du travail	Alimentation et nutrition	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Campagne de financement la première année pour obtenir le capital nécessaire</li> <li>• Difficultés au niveau de l'exploitation, du développement de produits, du marketing et de la commercialisation</li> <li>• L'importance de la gestion financière s'est vite imposée</li> </ul>
Inka Moss	Moyenne	Économique; production de sphaigne blanche, un engrais écologique efficace et durable	Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La moyenne d'âge des employés est actuellement de 36 ans</li> <li>• La logistique présentait le plus grand défi à relever, puisque les lieux de récolte de la mousse sont à 2 à 3 heures de l'usine</li> <li>• D'autres difficultés relèvent des changements climatiques (qui nuisent à la production) et de l'infrastructure publique (aucune route pour accéder à la mousse)</li> <li>• Le fondateur affirme avoir vu plusieurs entrepreneurs gonfler leurs chiffres pour atteindre leurs objectifs</li> <li>• Difficultés sous-entendues en matière de relations avec les parties prenantes</li> </ul>

## FORMATION ET SOUTIEN POUR LES ENTREPRISES SOCIALES

Étant donné les obstacles particuliers qui entravent la croissance et la réussite des entreprises sociales, à quel genre de formation et de soutien les MPME ont-elles accès pour apprendre les rouages de l'entrepreneuriat social?

Selon Kunan, les entreprises sociales souffrent d'un manque de soutien spécialisé. Elles bénéficient d'aide et de financement de la part d'organisations comme Kunan et NESsT, mais Kunan soutient qu'il faut rehausser la coordination entre les acteurs de l'écosystème de l'entrepreneuriat social pour que cette structure devienne plus



accessible aux entreprises. Effectivement, un sondage préliminaire mené par INCUBA en 2016 a révélé que la plupart des entreprises sociales n'entretiennent pas de relations avec les principaux acteurs de l'écosystème, comme les fonds d'investissement et les accélérateurs. En outre, bien que les programmes de soutien aux MPME existants puissent aider les entreprises sociales, ils ne sont pas conçus pour répondre aux besoins particuliers de ces entreprises.

Désagrégées selon le genre, les données sur la formation révèlent qu'un plus grand nombre de femmes que d'hommes ont reçu une formation sur l'entrepreneuriat social. Toutefois, seuls 19 % des entrepreneurs sociaux interrogés affirment avoir suivi une formation portant spécifiquement sur l'entrepreneuriat social. Parmi les entrepreneurs sociaux, le quart des femmes ont suivi une formation, mais c'est le cas de seulement 14 % des hommes. De même, 29 % des jeunes entrepreneurs sociaux indiquent avoir suivi une formation, contre à peine 17 % de leurs aînés<sup>93</sup>. Pris globalement, ces résultats mettent en lumière l'absence de formation spécifique et ciblée en matière d'entrepreneuriat social, une constatation déjà soulignée par des organisations comme Kunan.

Parmi les quelques personnes qui ont suivi une formation sur l'entrepreneuriat social, la majorité déclarent que cette formation portait sur deux sujets principaux : la stratégie d'entreprise et l'entrepreneuriat. D'autres sujets ont aussi été abordés, notamment les compétences entrepreneuriales comme la stratégie et la gestion d'entreprise et les compétences techniques comme le marketing et les médias sociaux. Certains répondants mentionnent en outre des sujets reliés à certains domaines particuliers de l'entrepreneuriat social, comme la santé et les services communautaires.

---

<sup>93</sup> Deux autres répondants, sans s'inclure dans la catégorie des entrepreneurs sociaux, affirment avoir suivi cette formation. Interrogés sur la façon dont ils ont suivi leur formation, deux répondants affirment avoir utilisé une application Web pour s'informer sur l'entrepreneuriat social, et deux autres déclarent avoir bénéficié de mentorat en ligne ou en personne.

TABLEAU 8. Sujets de formation en entrepreneuriat social

Question 5.5 : Avez-vous déjà suivi une formation portant spécifiquement sur l'entrepreneuriat social?  
 Question 5.6 : Quel type de formation avez-vous suivie? (Question posée aux personnes qui ont répondu « oui » à 5.5)

Sujet	Nombre de répondants
Stratégie d'entreprise	11
Entrepreneuriat	9
Éducation	5
Vente et échanges commerciaux	3
Marketing	2
Développement et bien-être social	2
Agriculture	1
Gestion d'entreprise	1
Santé	1
Soins et santé vétérinaires	1
Indicateurs environnementaux	1
Services communautaires	1
Produits automobiles et mécaniques	1
Enjeux sociaux du Pérou	1
Ressources humaines	1
Médias sociaux	1
Aucune réponse	1
<b>Total des réponses</b>	<b>43</b>
<b>Total des répondants qui déclarent avoir suivi une formation portant spécifiquement sur l'entrepreneuriat social</b>	<b>32</b>

Malgré le manque de formation et de soutien spécialisés en entrepreneuriat social, les entreprises sociales profitent quand même des programmes de soutien qui sont destinés aux MPME. Comme mentionné précédemment, la majorité des entrepreneurs sociaux interrogés (67 %) déclarent avoir recouru à des services de soutien, sous une forme ou une autre<sup>94</sup>.

Comme dans l'ensemble des personnes interrogées, les initiatives de soutien les mieux reçues des entrepreneurs sociaux sont la plateforme Peruvian Entrepreneur, Innovate Peru, les centres de développement des entreprises et la COFIDE, cette dernière étant l'option la plus connue de ces répondants (79 % des entrepreneurs sociaux sondés). Comparativement à l'ensemble des personnes interrogées,

<sup>94</sup> Tiré de la question 8.1 : Auxquels des services de soutien suivants votre entreprise a-t-elle accès?

toutefois, les résultats descriptifs montrent que les entrepreneurs sociaux sont davantage conscients des diverses options de soutien dont ils peuvent bénéficier. Au moins la moitié des entrepreneurs sociaux interrogés connaissent chaque option (voir le tableau 9).

TABLEAU 9. Perceptions des entrepreneurs sociaux à l'égard de programmes de soutien aux MPME

Programmes et initiatives de soutien aux MPME	Effets positifs	Aucun effet	Effets négatifs	Ne me concerne pas	Pas au courant
Emprendedor Peruano (entrepreneur péruvien)	39	5	1	12	21
Innovate Peru	35	9	0	13	21
Centros para el Desarrollo Empresarial (Centres de développement des entreprises)	31	6	0	14	27
COFIDE (Corporación Peruana para el Desarrollo)	30	5	2	25	16
Programmes de promotion de l'exportation (missions commerciales, marketing)	26	5	1	19	27
Mesures d'incitation fiscale pour la recherche et développement	22	1	1	20	34
FONDECYT (programme de soutien à la science, à la technologie et à l'innovation technologique)	21	10	1	17	29
Services technologiques des CITE (centres pour l'innovation productive et le transfert de technologie)	20	5	0	15	38
Programmes de soutien à l'entrepreneuriat (capital de départ, incubation)	17	9	0	15	37
Fonds CRECER	14	5	3	17	39
Programmes d'assistance technique pour l'adoption de technologies et la gestion d'entreprise (CITE, missions et consultants technologiques, aide technique, FINCyT, etc.)	14	8	1	21	34
StartUp Peru	14	6	5	20	33
Produce Virtual	14	6	0	20	38
Kit Digital	10	11	1	17	39

## Conclusion

Les résultats du sondage national 2020 sur les entrepreneurs et les MPME au Pérou mettent en évidence la nécessité de continuer à soutenir les MPME, tant en ce qui concerne leurs besoins commerciaux généraux que les obstacles précis auxquels elles sont confrontées dans l'entrepreneuriat social. Le présent rapport se conclut par des réflexions dans trois domaines : l'accessibilité du soutien aux MPME, le besoin de soutien particulier pour les entreprises sociales et les répercussions de la récente pandémie de COVID-19 sur les MPME du Pérou.

### DES MESURES DE SOUTIEN ACCESSIBLES AUX MPME

Le présent rapport pose trois questions au sujet de l'accessibilité des initiatives de soutien pour les MPME péruviennes.

#### **Dans quelle mesure les programmes, initiatives et institutions de soutien sont-ils accessibles aux MPME?**

Au nombre de ses principales conclusions, le rapport révèle que les initiatives de soutien les plus connues des personnes interrogées sont la COFIDE, Innovate Peru, les centres de développement des entreprises et la plateforme Peruvian Entrepreneur. Il confirme donc que ces programmes arrivent à toucher les MPME péruviennes. Cependant, plus de la moitié des répondants au sondage ignorent l'existence d'autres programmes de soutien cruciaux qui leur sont offerts, notamment les initiatives du PRODUCE comme le Kit Digital, Produce Virtual et StartUp Peru.

Le rapport recommande au ministère de la Production et aux autres fournisseurs de services de soutien de se pencher sur l'accessibilité de leurs programmes. Cet examen de l'accessibilité peut se faire au moyen d'études qualitatives qui enquêtent notamment sur la façon dont les entrepreneurs découvrent les programmes de soutien et les font connaître à d'autres (p. ex. dans leurs réseaux personnels ou les médias sociaux), sur les différences d'accès entre régions géographiques (p. ex. à Lima et dans la région côtière du Pérou par rapport aux régions de montagnes et de jungle), sur les éventuelles barrières technologiques (p. ex. manque de matériel et d'accès Internet) qui empêchent les MPME d'accéder aux plateformes en ligne et sur les raisons pour lesquelles les MPME décident de recourir à un programme de soutien. Il est important de reconnaître la dimension rurale/urbaine des expériences des MPME du Pérou, puisque cet aspect détermine les possibilités et

les défis qui les attendent. Le rapport met également en lumière les éventuelles barrières technologiques qui peuvent empêcher les entrepreneurs d'accéder aux services de soutien offerts en ligne. En effet, plusieurs entrepreneurs interrogés ne se rendent pas sur les plateformes de soutien. Enfin, le rapport recommande de centraliser l'information au sujet des programmes de soutien sur une plateforme existante que de nombreux entrepreneurs utilisent déjà.

### **Comment peut-on revoir les restrictions imposées par les politiques gouvernementales intérieures?**

Aux yeux des entrepreneurs, le régime gouvernemental intérieur est le principal obstacle à la croissance de leur entreprise, comme en témoignent les résultats du sondage. Entre autres préoccupations, plus de la moitié des répondants affirment qu'une réglementation restrictive ou des procédures administratives entravent la réussite de leur MPME. Ils mentionnent notamment les tracasseries de la bureaucratie municipale et la perception d'un manque de services gouvernementaux destinés aux MPME.

Le présent rapport recommande au gouvernement de mener un examen périodique des enjeux soulevés par les résultats du sondage national 2020 sur les entrepreneurs et les MPME au Pérou et du rapport 2018-2019 du Global Entrepreneurship Monitor. Le présent rapport reconnaît que des mesures générales ou reliées à la COVID-19 ont déjà été mises en place<sup>95</sup>. Il faut tenir compte de ces réformes, mais il est important d'évaluer périodiquement leur incidence sur les entrepreneurs. C'est pourquoi le rapport recommande de consulter périodiquement les entrepreneurs, dans une optique durable, afin de saisir les répercussions des politiques gouvernementales nationales et municipales sur les MPME. Ces données et renseignements devraient également être rendus accessibles par des communiqués de presse, des rapports gouvernementaux et d'autres publications.

### **Comment encourager les MPME à aller à l'étranger?**

Une des principales révélations du présent rapport est le manque général d'expérience internationale au sein des personnes interrogées. Comme nous l'avons vu, à peine le tiers des entrepreneurs interrogés affirment que des employés de leur entreprise, y compris les fondateurs, ont déjà travaillé ou étudié à l'extérieur du

<sup>95</sup> Ministerio de la Produccion, « Gobierno promueve el financiamiento para las Mipymes, emprendimientos y startups », Ministerio de la Produccion, 2020. <https://www.mef.gob.pe/es/noticias/notas-de-prensa-y-comunicados/6266-gobierno-promueve-el-financiamiento-para-las-mipymes-emprendimientos-y-startups>; Andina, « Peru tax reform facilitates SMEs' growth », Andina, 2016. <https://andina.pe/ingles/noticia-peru-tax-reform-facilitates-smes-growth-645948.aspx>.

Pérou. Qui plus est, les statistiques descriptives montrent qu'un peu plus du quart des personnes interrogées (28 %) ont eu recours aux programmes de promotion des exportations qui aident les MPME à élargir leur entreprise dans les marchés étrangers.

Le rapport soutient que le ministère de la Production et le ministère du Commerce extérieur et du Tourisme doivent encourager davantage les MPME à acquérir de l'expérience internationale. Il reconnaît certes que dans son plan stratégique national d'exportation pour 2025, le ministère du Commerce extérieur et du Tourisme souligne la participation dominante des micro et petites entreprises aux exportations. Outre les approches stratégiques proposées dans ce plan, il existe d'autres manières de promouvoir l'expérience internationale, notamment des cours en ligne sur des plateformes telles que Peruvian Entrepreneur, qui mettraient en lumière les avantages du commerce extérieur. Les entreprises peuvent également être encouragées par des mesures d'incitation fiscale et des prix qui reconnaissent les MPME actives à l'étranger. Enfin, on peut inciter les MPME à acquérir de l'expérience internationale au moyen de mentorat auprès d'entreprises qui ont déjà pénétré des marchés étrangers.

## LES ENTREPRISES SOCIALES ONT BESOIN DE LOIS ET DE SOUTIEN PARTICULIERS

Une autre grande tendance se dégage du présent rapport : l'absence de soutien particulier pour les entreprises sociales du Pérou. Bien que ces entreprises profitent des initiatives de soutien actuellement offertes à toutes les MPME, tout indique que ces options ne répondent pas aux besoins qui leur sont propres.

### **Soutenir l'écosystème de l'entrepreneuriat social**

Les entrepreneurs sociaux sondés déclarent recourir activement aux services de soutien existants et être au courant des diverses initiatives de soutien qui leur sont offertes. On remarque en outre que les programmes de soutien qui recueillent un accueil favorable de la part de l'ensemble des personnes interrogées s'avèrent également populaires auprès du sous-groupe des entrepreneurs sociaux. Toutefois, ces services ne répondent pas nécessairement à tous leurs besoins à titre d'entrepreneurs sociaux. Par ailleurs, les services actuellement offerts au secteur de l'entrepreneuriat social par des organisations comme Kunan et NESsT restent largement méconnus.

Le présent rapport recommande aux organes gouvernementaux concernés, en particulier le ministère de la Production, de collaborer plus étroitement avec les acteurs de l'écosystème de l'entrepreneuriat social. Cette collaboration devrait aider à disséminer l'information sur l'entrepreneuriat social et sur les organismes d'aide aux entreprises sociales, comme Kunan et NESsT. Elle devrait également aider les entreprises sociales à forger des relations avec les acteurs de l'écosystème, centraliser les points d'accès aux renseignements et aux services de soutien gouvernementaux et faire en sorte que les entrepreneurs soient mis au courant des services, du financement et de la formation auxquels ils ont accès.

### **Créer une législation ciblée**

Le besoin de soutien particulier va de pair avec la reconnaissance législative officielle des entreprises sociales et leur inclusion dans les statistiques nationales du Pérou. À l'échelle nationale, il n'existe actuellement aucune loi ni politique gouvernementale qui cible spécifiquement les entreprises sociales du Pérou. En outre, aucune reconnaissance des entreprises sociales ne figure dans les statistiques nationales sur les MPME.

Pour consolider le soutien aux entreprises sociales, il est crucial de comprendre parfaitement ce paysage. Pour cela, il faut que les entreprises sociales fassent l'objet de statistiques nationales, régulièrement mises à jour, et de stratégies ciblées. Par conséquent, le présent rapport recommande une reconnaissance officielle des entreprises sociales dans la législation actuelle qui vise les MPME, de sorte que les entreprises sociales du Pérou fassent partie des statistiques officielles et soient ciblées dans les initiatives gouvernementales comme Innovate Peru. Le rapport recommande en outre l'inclusion des entreprises sociales dans la législation sur les MPME, étant donné que ces entreprises sont généralement vues comme des entreprises à but lucratif, comme en témoignent les résultats du sondage. Idéalement, cette législation doit concorder avec la définition de l'entrepreneuriat social qui prévaut au Pérou, selon laquelle les entreprises sociales sont des organisations à but lucratif ou non lucratif, dotées d'un mandat explicitement social et d'un modèle d'entreprise durable<sup>96</sup>.

Compte tenu des conclusions de cette présente étude des MPME et des entreprises sociales, le rapport recommande d'étudier plus attentivement les données recueillies à l'échelle municipale ou régionale sur la législation existante en

<sup>96</sup> Kunan Peru, « Reporte Sobre el Estado del Emprendimiento Social y Ambiental en el Perú », Lima, Pérou, Kunan Peru, 2019.

matière entrepreneuriat social, dans le but de mieux coordonner les politiques et la législation des différents ordres de gouvernement. Bien que la présente étude n'aborde pas spécifiquement cette possibilité, une collaboration entre les acteurs locaux de l'écosystème de l'entrepreneuriat social et les organes gouvernementaux nationaux concernés, notamment le ministère de la Production, pourrait être mise en place pour rationaliser davantage le soutien et les ressources offerts aux MPME.

## LES RÉPERCUSSIONS DE LA COVID-19

La pandémie de COVID-19 pose un redoutable défi aux MPME du Pérou et du monde entier, alors que les mesures de confinement et de distanciation sociale réduisent la clientèle des entreprises, perturbent les chaînes d'approvisionnement et se répercutent sur les coûts d'exploitation, pour ne mentionner que ces effets. Selon les estimations de l'institut d'économie et de développement des affaires de la chambre de commerce de Lima, le Pérou verra son PIB chuter de 3,7 % en 2020 en raison de la pandémie<sup>97</sup>. On prévoit que les micro et petites entreprises seront les plus touchées par ce revers économique. Le ministère de la Production, le ministère de l'Économie et des Finances et d'autres organismes gouvernementaux ont adopté un certain nombre de mesures financières et de soutien à l'emploi pour aider les MPME durant la pandémie<sup>98</sup>.

### Soutien offert par le gouvernement péruvien

Au nombre des mesures de soutien offertes par le gouvernement péruvien figurent le *Fondo de Apoyo Empresarial* (fonds de soutien aux entreprises)<sup>99</sup>, destiné aux micro et petites entreprises, et le fonds *Reactiva Perú*<sup>100</sup>, qui permettra à 50 000 MPME de bénéficier d'un prêt à faible taux d'intérêt accordé par les banques d'épargne municipales. Le ministère de la Production, par l'intermédiaire des CITE, offre des services gratuits de mise en œuvre de protocoles de sécurité dans le contexte de la COVID-19<sup>101</sup>. En outre, le gouvernement a autorisé un report de trois mois de la date limite de soumission des déclarations de revenus des PME<sup>102</sup>. Récemment,

97 Economía Verde, « Covid 19 en el Perú: El impacto en las Mypes », Economía Verde, 2020. <https://economiaverde.pe/covid-19-en-el-peru-el-impacto-en-las-mypes/>.

98 Banque mondiale, « Map of SME-Support Measures in Response to COVID-19 », Banque mondiale, 2020. <https://www.worldbank.org/en/data/interactive/2020/04/14/map-of-sme-support-measures-in-response-to-covid-19>.

99 LP, « Factoring como alternativa de financiamiento para las Mipyme en el marco del covid-19 », LP, 2020. <https://lpderecho.pe/factoring-alternativa-financiamiento-mipyme-covid-19/>.

100 Andina, « Reactiva Perú: 50,000 mipymes recibirán créditos de cajas ediles a tasas bajas », Andina, 2020. <https://andina.pe/agencia/noticia-reactiva-peru-50000-mipymes-recibiran-creditos-cajas-ediles-a-tasas-bajas-798095.aspx>.

101 Gestion, « Produce brindará asistencia a 16,000 mipymes para impulsar reactivación económica », Gestion, 2020. <https://gestion.pe/economia/coronavirus-peru-produce-brindara-asistencia-a-16000-mipymes-para-impulsar-reactivacion-economica-nndc-noticia/>; Andina, « Instituto Tecnológico de la Producción impulsará reactivación de las mipymes », Andina, 2020. <https://andina.pe/agencia/noticia-instituto-tecnologico-de-produccion-impulsara-reactivacion-de-mipymes-796690.aspx>.

102 Fonds monétaire international, « Policy Responses to COVID-19 », FMI, 2020. <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19>.



l'association des petites et microentreprises du Pérou a lancé un sondage sur les répercussions de la COVID-19 sur les MPME, afin de recueillir des données et des opinions auprès des entreprises<sup>103</sup>. La publication des résultats de ce sondage sera certainement un événement marquant.

Par ailleurs, le ministère de la Production a récemment lancé le défi *Reto Innova COVID-19: Innovar para Salvar* (innover pour sauver), dans le cadre du programme Innovate Peru, afin d'inviter les MPME à participer à la lutte contre la pandémie<sup>104</sup>. Cette initiative, financée à hauteur de 10 M PEN (environ 4 M CAD), financera conjointement des solutions innovantes visant à prévenir et à maîtriser les éclosions. Le défi Innova COVID-19 sollicite également des projets de communication reliés à la pandémie, dans l'espoir de continuer à diffuser d'importants renseignements sur la COVID-19 auprès des citoyens et de stimuler la motivation au sein des entrepreneurs durant la crise sanitaire.

### **Regarder vers l'avenir**

Les résultats du sondage national examinés dans le présent rapport représentent le paysage des MPME et de l'entrepreneuriat social tel qu'il était avant les bouleversements amenés par la pandémie de COVID-19. Toutefois, même si les MPME ne sont pas à bout des difficultés suscitées par la pandémie, les tendances présentées dans ce rapport demeurent bien actuelles. En fait, la pandémie ne fait qu'accentuer ces tendances, et il y aura lieu d'analyser les répercussions convergentes des deux facteurs.

103 Asociacion PYME Peru, « Encuesta Empresarial Sobre Impacto del Covid-19 en el Sector Mipyme », Asociacion PYME Peru, 2020. <http://asociacionpyme.pe/noticias/observatorios/encuesta-empresarial-sobre-impac-to-del-covid-19-en-el-sector-mype/>.

104 Ministerio de la Produccion, « Reto Innova COVID-19 », Ministerio de la Produccion, 2020. <https://innovatepe.ru.gob.pe/RetoInnovaCovid19/index.html>.

## Références

American Enterprise Institute. « Investing in Value, Sharing Risk », Washington DC, États-Unis, AEI, 2014.

Andina. « Reactiva Perú: 50,000 mipymes recibirán créditos de cajas ediles a tasas bajas », Andina, 2020. <https://andina.pe/agencia/noticia-reactiva-peru-50000-mipymes-recibiran-creditos-cajas-ediles-a-tasas-bajas-798095.aspx>.

Andina. « Gobierno aprueba la reestructuración del programa Trabaja Perú », Andina, 2020. <https://andina.pe/agencia/noticia-gobierno-aprueba-reestructuracion-del-programa-trabaja-peru-781740.aspx>.

Andina. « Instituto Tecnológico de la Producción impulsará reactivación de las mipymes », Andina, 2020. <https://andina.pe/agencia/noticia-instituto-tecnologico-de-produccion-impulsara-reactivacion-de-mipymes-796690.aspx>.

Andina. « Peru tax reform facilitates SMEs' growth », Andina, 2016. <https://andina.pe/ingles/noticia-peru-tax-reform-facilitates-smes-growth-645948.aspx>.

Asociación PYME Peru. « Encuesta Empresarial Sobre Impacto del Covid-19 en el Sector Mipyme », Asociación PYME Peru, 2020. <http://asociacionpyme.pe/noticias/observatorios/encuesta-empresarial-sobre-impacto-del-covid-19-en-el-sector-mipyme/>.

Banque mondiale. « Map of SME-Support Measures in Response to COVID-19 », Banque mondiale, 2020. <https://www.world-bank.org/en/data/interactive/2020/04/14/map-of-sme-support-measures-in-response-to-covid-19>.

Banque mondiale. « Small and Medium Enterprises (SMEs) Finance », Banque mondiale, 2020. <https://www.world-bank.org/en/topic/smefinance>.

Central Intelligence Agency. « The World Factbook: Peru », CIA, 2020. <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/pe.html>.

COFIDE. « Productos y Servicios », COFIDE, 2016. <https://www.cofide.com.pe/COFIDE/productos>.

Coopération économique Asie-Pacifique, « Small and Medium Enterprises », Coopération économique Asie-Pacifique, 2018. <https://www.apec.org/Groups/SOM-Steering-Committee-on-Economic-and-Technical-Cooperation/Work-ing-Groups/Small-and-Medium-Enterprises>.

Economía Verde. « Covid 19 en el Perú: El impacto en las Mypes », Economía Verde, 2020. <https://economieverde.pe/covid-19-en-el-peru-el-impacto-en-las-mypes/>.

El Peruano. « Cerca del 36% de Mujeres en el País son Emprendedoras », El Peruano, 2018. <https://elperuano.pe/noticia-cerca-del-36-mujeres-el-pais-son-emprendedoras-64775.aspx>.

El Peruano. « Decreto Supremo que aprueba la reestructuración del Programa para la Generación de Empleo Social Inclusivo "Trabaja Perú" y declara la extinción del Programa "Perú Responsable" », El Peruano, 2020. <https://busquedas.elperuano.pe/normaslegales/decreto-supremo-que-aprueba-la-reestructuracion-del-programa-decreto-supremo-n-004-2020-tr-1846653-2/>.

El Peruano. « Ventas de las mypes representan 19% del PBI », El Peruano, 2019. <https://elperuano.pe/noticia-ventas-de-mypes-representan-19-del-pbi-82195.aspx>.

Fonds monétaire international. « Policy Responses to COVID-19 », FMI, 2020. <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19>.

Forum économique mondial. « Global Gender Gap Report 2020 », Genève, Suisse, FEM, 2019. Yaqua. « Nosotros »,

Gestion. « Mipymes representan solo el 9% de las exportaciones peruanas, alerta Mincetur », Gestion, 2019. <https://gestion.pe/peru/mipymes-representan-solo-el-9-de-las-exportaciones-peruanas-alerta-mincetur-noticia/?ref=gesr>.

Gestion. « Produce brindará asistencia a 16,000 mipymes para impulsar reactivación económica », Gestion, 2020. <https://gestion.pe/economia/coronavirus-peru-produce-brindara-asistencia-a-16000-mipymes-para-impulsar-activacion-economica-nndc-noticia/>.

Global Entrepreneurship Monitor. « Peru: Entrepreneurial Behaviour and Attitudes », GEM, 2018. <https://www.gem-consortium.org/economy-profiles/peru>.

Global Entrepreneurship Monitor. « Special Topic Report: Social Entrepreneurship », Londres, Royaume-Uni, GEM, 2016.

Global Entrepreneurship Monitor. « 2018/2019 Global Report », Londres, Royaume-Uni, GEM, 2019.

Gobierno del Peru. « Valor de la UIT », Gobierno del Peru, 2020. <https://www.gob.pe/435-valor-de-la-uit>. INCUBA. « Diagnóstico preliminar del ecosistema social del Perú », présentation PowerPoint, Lima, juillet 2016.

Instituto Nacional de Estadística e Informática. « Peru: Indicadores de Empleo e Ingreso por departamento, 2007-2017 », Lima, Pérou, Instituto Nacional de Estadística e Informática, 2018.

Instituto Tecnológico de la Producción. « ¿Qué es un CITE? », Instituto Tecnológico de la Producción, 2020. <https://www.itp.gob.pe/nuestros-cite/>.

Kunan Peru. « Reporte Sobre el Estado del Emprendimiento Social y Ambiental en el Perú », Lima, Pérou, Kunan Peru, 2019.

Kunan Peru. « The Existing Landscape of Social Entrepreneurship in Peru », Vancouver, Canada, Kunan Peru, 2019.

London School of Economics and Political Science. « Peru – Climate Laws », Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, LSE, 2020. <https://climate-laws.org/cclow/geographies/peru>.

London School of Economics and Political Science. « Peru – Framework Law no 30754 on Climate Change », Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, LSE, 2020. <https://climate-laws.org/cclow/geographies/peru/laws/framework-law-no-30754-on-climate-change>.

LP. « Factoring como alternativa de financiamiento para las Mipyme en el marco del covid-19 », LP, 2020. <https://lpderecho.pe/factoring-alternativa-financiamiento-mipyme-covid-19/>.

Lumni. « Our Team », Lumni, 2020. <https://www.lumni.net/about-2/>

Ministerio de la Producción. « Anuario Estadístico Industrial, Mipyme Y Comercio Interno 2018 », Lima, Pérou, Ministerio de la Producción, 2018.

Ministerio de la Producción. « Desde hoy empresas pueden tramitar autorización para reanudar actividades vía la plataforma Produce Virtual », Ministerio de la Producción, 2020. <https://www.gob.pe/institucion/produce/noticias/151058-desde-hoy-empresas-pueden-tramitar-autorizacion-para-reanudar-actividades-via-la-plataforma-produce-virtual>.

Ministerio de la Producción. « Emprendedor Peruano », Ministerio de la Producción, 2020. <https://emprendedorperuano.produce.gob.pe/Home/AcercaDe>.

Ministerio de la Producción. « Estadística MIPYME: Concentración sectorial y territorial de las mipymes 2017 », Ministerio de la Producción, 2017. [http://ogeiee.produce.gob.pe/index.php/shortcode/estadistica-oe/estadisticas-mipyme/item/download/274\\_07703a4512b1631e5a2c31c90701170d](http://ogeiee.produce.gob.pe/index.php/shortcode/estadistica-oe/estadisticas-mipyme/item/download/274_07703a4512b1631e5a2c31c90701170d)

Ministerio de la Producción. « Estadística MIPYME: Perfil de la Mujer Emprendedora 2017 », Ministerio de la Producción, 2017. [http://ogeiee.produce.gob.pe/index.php/shortcode/estadistica-oe/estadisticas-mipyme/item/download/279\\_7dcb34723a807ee30b861a570a11fdde](http://ogeiee.produce.gob.pe/index.php/shortcode/estadistica-oe/estadisticas-mipyme/item/download/279_7dcb34723a807ee30b861a570a11fdde)

Ministerio de la Producción. « Estadística MIPYME », Ministerio de la Producción, 2017. <http://ogeiee.produce.gob.pe/index.php/shortcode/estadistica-oe/estadisticas-mipyme>.

Ministerio de la Producción. « Gobierno promueve el financiamiento para las Mipymes, emprendimientos y startups », Ministerio de la Producción, 2020. <https://www.mef.gob.pe/es/noticias/notas-de-prensa-y-comunicados/6266-gobierno-promueve-el-financiamiento-para-las-mipymes-emprendimientos-y-startups>.

Ministerio de la Producción. « Historia – Innovate Peru », Ministerio de la Producción, 2020. <https://www.innovateperu.gob.pe/quienes-somos/historia>.

Ministerio de la Producción. « Kit Digital », Ministerio de la Producción, 2020. <http://www.kitdigital.pe/>.

Ministra de Comercio Exterior y Turismo. « Plan Estratégico Nacional Exportador 2025 », Lima, Pérou, Ministra de Comercio Exterior y Turismo, 2020.

Ministerio de la Producción. « Plan Nacional para la Productividad y Competitividad de las MYPE 2011-2021 », Lima, Pérou, Ministerio de la Producción, 2009.

Ministerio de la Producción. « Reto Innova COVID-19 », Ministerio de la Producción, 2020. <https://innovateperu.gob.pe/RetoinnovaCovid19/index.html>.

NESsT. « NESsT & Kiva Partner for Water Access in Peru », NESsT, 2016. <https://www.nesst.org/nesst/blog/2016/11/08/nesst-kiva-yaqua>.

OCDE. « Synthèse sur le changement d'échelle et la maximisation de l'impact des entreprises sociales », Paris, France, OCDE, 2016.

One Young World. « Yaqua » One Young World, 2020. <https://www.oneyoungworld.com/ambassador-projects/yaqua>.

Organisation des États Américains. « LEY N° 30056 », Organisation des États Américains, 2013. [http://www.sice.oas.org/SME\\_CH/PER/Ley\\_30056\\_s.pdf](http://www.sice.oas.org/SME_CH/PER/Ley_30056_s.pdf).

qAIRa. « About Us », qAIRa, 2020. <https://www.qairadrones.com/index.php?r=site/nosotros>.

Seedstars. « Meet our 2017 Global Summit winners », qAIRa, 2017. <https://www.seedstars.com/magazine/meet-our-2017-global-summit-winners/>.

Superintendencia Nacional de Aduanas y de Administración Tributaria. « Características de la Micro y Pequeñas Empresas », SUNAT. <http://www.sunat.gob.pe/orientacion/mypes/caracteristicas-microPequenaEmpresa.html>.

Virtue Ventures. « Mission Drift », Virtue Ventures, 2020. [http://www.4lenses.org/setypology/mission\\_drift](http://www.4lenses.org/setypology/mission_drift).

Yaqua, 2018. <https://www.yaqua.pe/nosotros/>.



ASIA PACIFIC  
FOUNDATION  
OF CANADA

FONDATION  
ASIE PACIFIQUE  
DU CANADA